



ANTISÉMITISME / ANTISSIONISME

Mots, masques, sens, stratégie, acteurs, histoire

par

Jacques Tarnéro

Essayiste et Documentariste

Crif

Les textes publiés dans la collection des *Etudes du Crif*
n'engagent pas la responsabilité du CRIF.
La rédaction n'est pas responsable des documents adressés.

> **ANTISÉMITISME / ANTISIONISME :**
MOTS, MASQUES, SENS, STRATÉGIE, ACTEURS, HISTOIRE

BIOGRAPHIE

JACQUES TARNÉRO

Né en Algérie. Etudiant en philosophie à Nanterre. Volontaire « mitnadev », au kibboutz Bet Keshet, en 1967 pendant la guerre des six jours. Gauchiste de circonstance au sein du Mouvement du 22 mars en 1968. Le conflit israélo-arabe défait les illusions. Enseignant à l'université ainsi qu'à la régie Renault pour la promotion des immigrés, rejoint l'Association des Universitaires pour la Paix au Proche-Orient. Puis co-directeur du CERAC (Centre de Recherche sur l'Antisémitisme Contemporain) 1980-84 contre la montée des extrêmes et nouvelles droites.

© www.antisemitisme.org



Chargé de mission auprès de Laurent Fabius, Premier Ministre (1984-86), sur la lutte contre le Front National. Chargé de mission au MRT (Ministère de la Recherche et de la Technologie) puis à la CSI (Cité des sciences et de l'industrie) puis chercheur associé au CNRS, spécialisé dans l'étude des extrémismes politiques.

Auteur d'un film long métrage « Autopsie d'un mensonge, le négationnisme » (2000) puis, co auteur avec Philippe Bensoussan de « Décryptage » (2003), sur les représentations d'Israël.

Auteur du « Nom de trop » (2011), essai sur la délégitimation d'Israël.

> **ANTISÉMITISME / ANTISIONISME :**
MOTS, MASQUES, SENS, STRATÉGIE, ACTEURS, HISTOIRE

PRÉFACE

MARC KNOBEL

Dans le texte fort et très engagé que nous proposons pour ce trentième numéro des Études du CRIF, l'essayiste et documentariste Jacques Tarnero tente de décrypter les mots, les masques, les sens, la généalogie et les acteurs de l'antisémitisme contemporain, tels qu'ils sévissent en leurs multiples variantes. Mais l'auteur s'attarde sur l'antisionisme dont il dit qu'il semble paré, aux yeux de certains, de qualités acceptables, voire de vertus progressistes. Et de rappeler, par exemple, qu'à l'abri d'un discours antisioniste, Dieudonné M'bala M'bala a libéré une parole, l'a rendue acceptable sous couvert d'impertinence. De fait et malgré les innombrables tragédies qui ensanglantent notre monde et les terribles violences qui sont commises un peu partout, le sionisme, en tant qu'idéologie ou mouvement politique d'émancipation nationale du peuple juif prônant l'existence d'un centre spirituel, territorial ou étatique peuplé par les Juifs en terre d'Israël, est dénoncé, décrié, si ce n'est vomé. Il est même devenu un signifiant infamant, suscitant les foudres, la rage et la haine. Israël serait la quintessence du mal absolu et l'antisionisme fonctionnerait comme un aimant puissant, permettant à différents courants politiques de le détester collectivement. Rappelons ici qu'Israël est le seul État au monde dont le droit à l'existence n'est toujours pas accepté par certains membres des Nations unies.

Mais au fond, qu'est-ce que l'antisionisme ? Peut-on être désapprouver, rejeter ou condamner la politique du ou des gouvernements d'Israël ? Bien évidemment, et l'on ne se prive pas de le faire, en Israël même. Mais l'antisionisme, ce n'est pas cela, ce n'est pas la critique d'une politique et des implantations. C'est la mise en cause de la légitimité de l'État d'Israël, de son droit à exister en tant qu'État du et pour le peuple juif, rappelle avec justesse Jacques Tarnero, qui propose une clarification de la définition des mots et des concepts avant de se livrer à une approche historique de l'antisionisme. La troisième partie du texte s'intéresse plus ouvertement à l'antisémitisme en France. L'auteur note que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la relation aux Juifs et à Israël est passée par plusieurs phases : la compassion pour les victimes, la suspicion dès 1967, la réprobation à l'égard d'Israël lors de la première guerre du Liban (2001-2002), la condamnation et, pour certains, la nazification progressive d'Israël et sa délégitimation depuis l'an 2000. Il remarque cependant que l'actualité immédiate paraît marquer une pause dans cette mise à l'index d'Israël. En cause, selon lui, les violences commises par les islamistes qui donnent du monde arabe et musulman une image chaotique et agressive à côté de laquelle la démocratie israélienne paraît bien plus sympathique. Il s'inquiète cependant de la réémergence publique, en France, de l'ultra-droite. Jacques Tarnero s'attache ensuite à décrire ce qu'il nomme « l'arc d'hostilité » au « signe juif » antisémite ou antisioniste, se déclinant de l'extrême droite à l'extrême gauche, en passant par d'anciennes composantes religieuses. Minutieusement, il décrit chacune d'elles, à grand renfort d'exemples, de faits et de noms.

À la lecture de ce texte, certains de nos lecteurs pourraient ne pas être d'accord avec toute l'analyse de Jacques Tarnero. Il n'empêche que cette étude pose de grandes questions, parce qu'elle démonte les mécanismes, parce qu'elle donne à réfléchir sur cette prégnance de l'antisionisme/antisémitisme, parce qu'elle avertit aussi de ce que cette folie a de dévastateur.

> Marc Knobel



INTRODUCTION
JACQUES TARNÉRO

Qui aurait pu imaginer qu'en janvier 2014 des slogans explicitement antijuifs puissent être à nouveau scandés dans les rues de Paris au cours d'un « jour de colère » ? « Juif, casse-toi, la France n'est pas à toi ! », scandaient les manifestants d'extrême droite. Dans *Le Parisien* du 2 février 2014, Robert Badinter souligne :

C'est la première fois depuis la fin de l'Occupation que l'on entend hurler dans les rues de Paris « dehors les Juifs ». Enfant, j'ai vu sur les murs des maisons écrit à la craie « mort à Blum, mort aux Juifs ». Après la guerre, on n'osait plus tenir de tels propos. J'ai vécu adolescent la nuit de l'Occupation. Je sais ce que signifient la haine des Juifs et le cri « dehors les Juifs ».

Qui aurait pu imaginer qu'un mois plus tard, à Toulouse, en février 2014, au cours d'une manifestation antiraciste de dénonciation de tags antijuifs et homophobes, des manifestants expulsent du rassemblement des participants juifs et la représentante locale du CRIF aux cris de « Sionistes, cassez-vous ! » et de « Sionistes, fascistes, assassins ! ».

Qui aurait pu imaginer que fin 2013, en France, un bateleur d'estrade pourrait asseoir son succès sur un discours explicite de haine des Juifs et d'Israël ? Huit ans après l'assassinat d'Ilan Halimi, en 2006, et deux ans après les crimes de Mohamed Merah à Toulouse en 2012, qui aurait pu imaginer cela ?

Qui aurait pu imaginer qu'il y ait, en France, un public pour apprécier ce type de spectacle ? Qui aurait pu imaginer que Roland Dumas, ancien président du Conseil constitutionnel et ancien ministre des Affaires étrangères d'un gouvernement de gauche, viendrait en 2006 l'applaudir aux côtés d'un leader du Front national, Bruno Gollnisch, et de Jany Le Pen ?

Qui aurait pu imaginer que cet humoriste patenté devienne le porte-drapeau sinon le porte-parole d'une fusion des extrêmes, de droite et de gauche, unis dans un même ressentiment haineux ? Qui aurait pu imaginer qu'une partie de la jeunesse déboussolée des banlieues s'y retrouve ? Qui aurait pu imaginer qu'un tel amalgame trouve dans cette époustouflante prouesse technologique nommée Internet un outil promotionnel inédit pour l'ensauvagement généralisé et simultané du monde ?

Qui aurait pu imaginer qu'au printemps 2013, une pièce de théâtre développant ouvertement des stéréotypes antisémites puisse être écrite et jouée par des étudiants et des enseignants de l'université de La Rochelle ? Qui aurait pu imaginer que cela se fasse en toute innocence sans que les autorités académiques trouvent à y redire ? Qui aurait pu imaginer que ce texte paraîtrait normal, banal, comme allant de soi, y compris aux yeux d'universitaires de bon aloi et d'associations de défense des Droits de l'homme ?

Qui aurait pu imaginer qu'en janvier 2014, sur l'injonction des ambassadeurs arabes auprès de l'Unesco, une exposition intitulée « Le peuple, le Livre, la terre : 3 500 ans de relations entre le peuple juif et la Terre

sainte », soit annulée puis reportée ? Qui peut croire que cette exposition menaçait l'actuel processus de négociations engagées entre le gouvernement d'Israël et l'autorité palestinienne. La volonté d'effacer une histoire plurimillénaire impose son diktat à la plus grande instance culturelle internationale.

Si l'antisémitisme reste un phénomène récurrent, fluctuant, aux formes d'expression politiques diverses, l'actualité immédiate (fin 2013-début 2014) impose un renouvellement du regard et de l'analyse. Le travestissement du propos sous le couvert de l'impertinence et ses métamorphoses ont transformé la profanation en farce pour le plus grand aveuglement de certains. L'antisémitisme demeure obscène sous ses divers masques, fussent-ils progressistes.

La conjugaison simultanée de l'affaire Dieudonné, de la décision scandaleuse de l'Unesco, de la pièce de La Rochelle, des slogans antijuifs d'extrême droite, des slogans antisionistes d'extrême gauche, des exhibitions nazies d'une part et islamistes de l'autre, constituent autant de révélateurs inquiétants. Le goût de cette haine très particulière et ses manifestations demeurent depuis toujours un signal d'alerte. Les Juifs ont toujours joué un rôle de baromètre annonçant le mauvais temps à venir. Quand les nuages s'amoncellent au-dessus d'eux, c'est sur toute la société que l'orage va éclater. Cette banalisation du Mal en période de crise et de confusion des repères témoigne d'un égarement. La menace est pour tous.

Le texte qui suit tente d'en décrypter les mots, les masques, les sens, la généalogie, les acteurs.

> *Jacques Tarnéro*

> **ANTISÉMITISME / ANTISIONISME :**
MOTS, MASQUES, SENS, STRATÉGIE, ACTEURS, HISTOIRE



PREMIÈRE PARTIE LE SENS DES MOTS

DEUX MOTS POUR UNE MÊME HAINE ?

Les mots en « isme » n'ont que l'apparence d'une vertu théorique que ce suffixe leur conférerait. L'air du temps présent impose de parler plus cru. Les nouveaux « éléments de langage » que les communicants conseillent à leurs clients politiques incitent au contraire : parler pour ne rien dire serait porteur de consensus. Sur le sujet qui nous importe, on ne peut recourir à cette langue de bois. En 2000, Lionel Jospin refusait de nommer la vague d'actes antijuifs commis en France au moment de la seconde intifada. En 2006, les autorités judiciaires refusèrent dans un premier temps de qualifier d'antisémite l'assassinat d'Ilan Halimi. Depuis plus de cinquante ans – pour la période récente, mais depuis bien plus longtemps encore –, le mot « juif » et son corollaire négatif « antisémite » troublent les consciences. Les discours étaient gênés, prudents. Ils ne le sont plus. Désormais, un autre mot s'est introduit dans ce champ lexical. « Sioniste » désigne pour certains l'ennemi déclaré, et « antisioniste » le qualificatif désignant les gens de bien. Sans comprendre ce que signifient ces deux derniers mots, ceux qui les utilisent le font à tort et à travers. Ce camouflage importe peu. Ce qui est visé reste « le Juif ». C'est la raison pour laquelle il paraissait indispensable de préciser d'abord les contours et le sens des mots.

La haine des Juifs se confond-elle avec la haine d'Israël ? Depuis Drumont, l'**antisémitisme** est devenu une idéologie à part entière. Les nazis en ont fait une vision du monde. L'**antisionisme** est-il devenu son relais substitutif ? Pour une grande partie de l'humanité, la haine d'Israël est devenue une religion séculière. Faut-il pour autant assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme ? Ou faut-il au contraire distinguer ces deux termes parce que n'ayant ni le même objet, ni la même histoire, ni la même composition ? L'un est-il le masque de l'autre ? Faut-il penser qu'il s'agit de deux versions identiques d'une même phobie ? La condamnation obsessionnelle d'Israël, cette passion haineuse, semble obéir à des mécanismes identiques à ceux de l'antisémitisme.

Aujourd'hui, dans la sphère occidentale, l'antisémitisme est presque partout officiellement et unanimement réprouvé, condamné, sauf par des fanatiques résiduels nostalgiques du nazisme ou quelques détraqués obsessionnels. En revanche, l'antisionisme semble paré de qualités acceptables, voire de vertus progressistes. Il s'est positionné comme dernière idéologie progressiste. Sans bien savoir ce que ce mot recouvre, ses utilisateurs l'affirment comme le légataire des luttes tiersmondistes, elles-mêmes héritières des luttes anticoloniales des années 1960 ou anti-impérialistes des années 1970. Après l'Indochine, l'Algérie, le Vietnam et l'Amérique latine, la Palestine, promue noble cause en ultime ressort, a fait mettre en équivalence sionisme et impérialisme, voire sionisme et racisme. Une motion de l'ONU en 1975 (abrogée en 1991) lui a même conféré une caution antiraciste internationale.

Dans le monde arabe et dans la sphère musulmane, l'antisionisme apparaît comme le dénominateur commun idéologique le plus rassembleur. Pour ce monde chaotique qui s'entredéchire, qui est profondément divisé (chiïtes et sunnites), conflictuel (Syrie, Irak, Libye, Afghanistan, Maghreb, etc.), l'antisionisme fonctionne à l'instar d'une religion répulsive commune. Malgré les cent mille morts la

> **ANTISÉMITISME / ANTISIONISME :**
MOTS, MASQUES, SENS, STRATÉGIE, ACTEURS, HISTOIRE

guerre algéro-algérienne de la décennie noire (1988-1998), « le sionisme » est toujours bien plus dénoncé que les FIS et autres GIA. En Syrie, les violences commises par le pouvoir de Bachar El-Assad et celles de ses opposants islamistes auraient déjà fait plus de cent cinquante mille morts. Pourtant, quelque chose de commun aux deux camps transcende cette guerre à mort : la haine partagée d'Israël. La fin du monde bipolaire et la chute du mur de Berlin (1989), puis la disparition de l'Union soviétique (1991), ont redistribué les cartes politiques et idéologiques. La montée en puissance de nouveaux blocs réunis autour de nouveaux dénominateurs communs civilisationnels, économiques ou religieux a considérablement changé la donne. Dans un monde multipolaire, ce ne sont plus des idéologies qui s'affrontent en premier lieu. Cependant, galvanisé par la révolution islamique iranienne (1979), c'est un « isme » nouveau qui a été promu : l'islamisme s'est affirmé depuis le début du XXI^e siècle comme une vague idéologique multiple, une force nouvelle politique autant que religieuse. Bien que partagée en une multitude de sous-courants souvent hostiles entre eux, l'antisionisme les fédère tous.

Pour tenter d'y voir clair avec ces mots surchargés d'histoire et de passions, la raison impose de les définir et surtout de prendre en compte ce à quoi s'opposent ces deux mots (antisémitisme et antisionisme), puis d'en analyser les différentes composantes sémiologiques, historiques et psychologiques. Près de 70 ans après la Shoah, la haine des Juifs possède d'étonnantes capacités de métamorphose.

QUESTIONNER

« **Dieudonné a-t-il déshonoré l'antisionisme** » comme « **Hitler a déshonoré l'antisémitisme** », selon les mots de Georges Bernanos ? Pour cet écrivain catholique, nationaliste mais repenté de son antisémitisme premier, la judéophobie telle qu'elle existait en France au début du XX^e siècle, sous la III^e République avait, à l'époque, ses vertus. L'antisémitisme participait d'une vision nationaliste et ethnocentriste de la France dans laquelle les Juifs, émancipés par la République depuis une centaine d'années, demeuraient des étrangers. N'eussent été Darquier de Pellepoix, Touvier et la Milice, Bernanos n'aurait pas renié pas ses idées premières, celles de l'Action française, ni son attirance pour Charles Maurras ou Édouard Drumont et pour leur héritage. À la différence d'un Charles Péguy, Bernanos était dans son temps, il était de son temps et tout l'intérêt de l'auteur des *Grands cimetières sous la lune* est d'avoir su s'en émanciper pour devenir un farouche opposant au franquisme, au fascisme et au nazisme.

Le rapport à Israël construit-il aujourd'hui une ligne de clivage dans l'idéologie aussi forte que celle qui divisa la France du temps de l'affaire Dreyfus au XIX^e siècle ? C'est la question que certains pourraient poser aujourd'hui. À la fin de l'année 2013, la France a vu son agenda manipulé par une bouffonnerie sinistre : l'humoriste Dieudonné, qui avait transformé son spectacle en tribune antijuive, a occupé durant près d'un mois le devant de la scène médiatique. La dénonciation par le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, de cette imposture artistique a donné à l'affaire tout son retentissement. Après que Dieudonné eut été interdit de scène sur décision du Conseil d'État, les choses se sont provisoirement calmées. Usant de son identité métisse, franco-camerounaise, M'bala M'bala s'est voulu le porte-parole des victimes d'un néocolonialisme manipulé par les Juifs au service de l'État d'Israël. Usant de toutes les ficelles du complotisme, il a révélé l'étendue de ce nouvel antisémitisme. À l'abri d'un discours « antisioniste », Dieudonné a libéré une parole, l'a rendue acceptable sous couvert d'impertinence.

« Dieudonné oblige à la clarification » écrit, le 30 décembre 2013, Pierre Haski, cofondateur du site d'information *Rue 89* et ancien journaliste de *Libération*. Dans la rubrique générale « Gloubi-boulga », il tente de démêler les fils de ce salmigondis :

Dur, dur d'être antisioniste en ce moment. Je parle de ceux qui s'opposent sincèrement à la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens sans être pour autant contaminés par l'antisémitisme. Dieudonné et sa quenelle ont brouillé les pistes au point d'en être devenus insoutenables.

Denis Sieffert, directeur de *Politis*, un journal d'extrême gauche résolument engagé en faveur de la cause palestinienne, fait un constat identique :

Des dirigeants communautaires [juifs] soutenus par une poignée d'intellectuels, ont cru intelligent de recourir à une arme à double tranchant, l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme, et habile de faire taire, parfois à coup de procès, ceux qui critiquaient la politique coloniale israélienne dans les territoires palestiniens. [...] On a même tenté de discréditer des grandes consciences morales comme Edgar Morin ou Stéphane Hessel. [...] La confusion antisémitisme/antisionisme est aussi exploitée par les propagandistes de la politique coloniale israélienne.

Reconnaissant « qu'il existe un antisémitisme venu de la gauche et un négationnisme bien réel. L'ex-communiste Roger Garaudy en fut l'illustration, tout comme son éditeur, Pierre Guillaume, animateur dans les années 1970 de la librairie La Vieille Taupe », Sieffert condamne l'antisémitisme de Dieudonné/Soral pour mieux légitimer l'antisionisme qu'il faudrait inscrire dans les catégories vertueuses du progressisme (*Politis*, 9-15 janvier 2014).

Sur Rue 89, Haski poursuit : « Le malaise commence à filtrer sur les réseaux sociaux, comme sur le blog de Danielle Bleitrach, ancienne militante communiste dont une partie de la famille a péri dans la Shoah, très engagée en faveur des droits des Palestiniens. » Elle s'est adressée samedi à ses « amis bien silencieux », après avoir vu une photo d'un « antisioniste » faire le geste de la quenelle devant l'école juive de Toulouse où Mohamed Merah avait tué de sang-froid des enfants pour la simple raison qu'ils étaient juifs :

Il est indispensable que ceux qui, comme moi, se sont toujours battus contre le colonialisme, tous les racismes et pour les droits du peuple palestinien manifestent leur refus du négationnisme. La manière dont est utilisé ce crime contre l'humanité, qui nous concerne tous, pour blanchir le nazisme et donner à tous les fascismes une nouvelle légitimité est intolérable.

Danielle Bleitrach se prononce pour l'interdiction du spectacle de Dieudonné à Marseille, mais, ainsi que le rapporte Pierre Haski, déplore le silence de ses amis : « J'aurais aimé entendre les communistes, le Front de Gauche et bien d'autres aller dans le même sens. Arrêtez de laisser croire si peu que ce soit que vous avez quelque chose à voir avec ces salopards de négationnistes. » Cette prise de position claire exprime l'impossibilité de cohabiter avec ceux dont l'antisionisme a fini par se confondre publiquement avec leur antisémitisme. » C'est une position que partage Jean Birnbaum, directeur du *Monde des livres*, qui récuse dans *Le Monde* (13 janvier 2014) toute complicité, implication, responsabilité de gauche dans l'émergence du phénomène Dieudonné. Pour lui, la condamnation immédiate de l'humoriste par les divers courants

de la gauche, constitue bien la preuve de son innocence et la mise à distance de ce faux ami de la Palestine. Ces progressistes appellent à une clarification conceptuelle et dénoncent sans ambages – il faut s'en féliciter – l'expression actuelle de la haine antijuive des Dieudonné/Soral. On pourrait cependant retourner contre eux cette fausse distinction et les inciter à creuser davantage la source de la confusion entre antisémitisme et antisionisme. N'en ont-ils pas été les premiers artisans ? N'ont-ils pas la mémoire courte ? Ne faudrait-il pas remonter un peu plus en arrière pour creuser l'histoire de cette passion française ? Marc-Édouard Nabe précise les choses (*Le Point*, 6 février 2014) :

Combattre Israël est le dernier de leurs soucis. Ils ont déshonoré l'antisionisme. Pour eux, le sionisme, c'est juste une poignée de « Juifs du show-biz » qui les ont privés d'un commerce juteux. Alors, ils en ont créé un autre. S'il m'avait écouté, Dieudonné serait le Coluche de la cause palestinienne.

L'écrivain pamphlétaire jubile de toute cette agitation qui le remet en scène. Invité par Frédéric Taddeï, il attaque le tandem Soral/Dieudonné pour leur amateurisme antisioniste bien plus commercial qu'idéologique. Donner la parole à un antisémite sous-célinien pour attaquer un antisémite de caniveau, c'était une belle performance que la télévision publique a proposée ce soir-là. Il faut rappeler qu'entre anciens collaborateurs de *L'Idiot international* de Jean-Edern Hallier, la complicité ne saurait surprendre.

Qu'est-ce qu'être « antisioniste » ?

S'agit-il d'un désaccord, d'un rejet, voire d'une condamnation de la politique du gouvernement d'Israël ? Pourrait-on estimer que David Grossman, Amos Oz, Élie Barnavi et nombre d'autres brillants intellectuels israéliens défenseurs de leur patrie, mais critiques, voire opposés à l'actuelle politique du gouvernement de Binyamin Netanyahu, soient pour autant devenus « antisionistes » ? Quand d'anciens responsables des services de sécurité intérieure, le Shin Beth, témoignent dans le film de Dror Moreh *Gatekeepers* et font une critique féroce de la politique de leur pays, sont-ils antisionistes ? Les conclusions de ces anciens du renseignement intérieur israélien convergent toutes : Israël a négocié trop peu, trop tard et de manière trop procédurale par rapport à la hauteur des enjeux – la paix par la sécurité mais aussi par la réconciliation. La poursuite de l'occupation des territoires palestiniens non seulement corrompt et déshumanise la société juive israélienne, mais elle menace de destruction l'État hébreu. Les citoyens israéliens opposés à Netanyahu seraient-ils aussi « antisionistes » ? La critique d'Israël et de la politique de son gouvernement vis-à-vis des Palestiniens est évidemment légitime.

L'appellation « antisioniste » est devenue un mot passe-partout générateur de confusions et d'amalgames tant le sionisme est devenu un signifiant infamant. Depuis la « liste antisioniste » présentée aux élections européennes de 2009 par l'équipe Dieudonné/Soral, la distinction entre les deux termes est devenue difficile. Dans cette version radicale, l'antisionisme paraît échapper difficilement à sa confusion avec l'antisémitisme. Sujet à controverses infinies depuis les années 1970, il est considéré par certains comme une forme voilée d'antisémitisme et même qualifié de « nouvel antisémitisme », alors que pour d'autres cette critique est tenue pour un « amalgame » ou est dénoncée comme « un moyen d'empêcher toute critique d'Israël ». Plus fondamentalement, être antisioniste signifie mettre en cause la **légitimité de l'État d'Israël, de son droit à exister en tant qu'État du et pour le peuple juif**. Cette autre idée découle elle-même d'une autre position : l'illégitimité de l'État d'Israël serait déduite de l'artificialité de cet État, car

cet État serait lui-même l'État d'un peuple inventé, puisque le peuple juif serait une fiction, une création artificielle. C'est ce que proclament certains Juifs, israéliens d'extrême gauche. Être antisioniste serait donc être opposé au principe même de la légitimité d'Israël, de son droit à être comme État du peuple juif. Cette suite logique mérite une clarification des définitions des mots et des concepts pour chacun des termes qui composent ce raisonnement.

DÉFINIR

Antisémitisme : définition

L'antisémitisme est le nom donné de nos jours à la discrimination, à l'hostilité, au rejet manifestés exclusivement à l'encontre des Juifs en tant qu'individus ou en tant que groupe. Il s'agit donc d'une forme spécifique de racisme. L'antisémitisme s'adresse à des personnes et se distingue donc de **l'antijudaïsme** qui vise, attaque, rejette la religion juive. Selon le *Trésor de la langue française*, le mot « antisémite » est attesté depuis 1890.

Antisionisme : définition

Plusieurs niveaux de lecture concernent ce mot dont la définition varie en fonction des éléments structurels qui l'habitent : historiques, philosophiques, religieux, politiques ou polémiques. Ces interprétations différentes dépendent elles-mêmes de l'objectif assigné à chaque projet : conjoncturel (hostilité à la politique du gouvernement d'Israël, hostilité à l'État d'Israël, hostilité au droit d'Israël) ou structurel (hostilité à la légitimité de l'État d'Israël, hostilité à l'idée que les Juifs constituent un peuple ayant droit à un État, hostilité à l'idée d'un État juif, hostilité au droit des Juifs à avoir un État).

Shmuel Trigano, professeur de sociologie à l'université Paris X-Nanterre, définissait en 2009 **l'antisionisme** comme :

l'idéologie qui dénie aux Juifs le droit à l'autodétermination et à la souveraineté, sous le prétexte qu'ils ne constituent pas un peuple. [L'antisionisme] conduit nécessairement à prôner l'extermination des Juifs parmi les habitants de l'État d'Israël dans la mesure où l'on peut supposer que ces Juifs n'accepteraient pas de se faire *hara kiri* volontairement. Sa finalité ultime est la disparition de l'État d'Israël.

Sionisme : définition

L'antisionisme se définit par rapport à son objet repoussoir : le sionisme. Le mouvement politique d'émancipation nationale du peuple juif est né en Europe au XIX^e siècle, imaginé par un journaliste hongrois, Theodor Hertzl, témoin de la violence antijuive à Paris pendant l'affaire Dreyfus. Il prend acte de l'échec de l'assimilation des Juifs dans la République française et estime que seule une solution nationale pourra résoudre la question juive en Europe. Le projet sioniste s'incarne dans le retour des Juifs dispersés dans la terre d'origine et débouche sur la création d'un État juif.

Divers éléments idéologiques, religieux ou politiques constituent le dispositif critique et d'opposition à ce projet : à **l'antisionisme juif**, venu de **l'intérieur** de la sphère juive (laïque ou religieuse) s'ajoute **l'antisionisme extérieur** au monde juif, venu de bords politiques divers ou d'origines identitaires diverses

(européennes, arabes). Mais tous contestent le bien fondé du mouvement sioniste et la légitimité de l'État d'Israël. L'antisionisme pose, en amont, d'autres questions de définition. En contestant aux Juifs le statut de « **peuple** », c'est la définition même de ce concept qui se trouve posée.

Qu'est ce qu'un peuple ? Selon le dictionnaire Le Robert (1993), c'est l'« ensemble des êtres humains, vivant en société, habitant un territoire défini et ayant en commun un certain nombre de coutumes, d'institutions ». Cette définition peut-elle s'appliquer aux **Juifs**, populations dispersées, éparpillées parmi d'autres nations ? Constituent-ils un peuple ? L'idée de **peuple juif** obéirait-elle exclusivement un projet politique volontariste ? D'autres éléments constitutifs de l'idée de peuple permettent d'estimer que malgré leur dispersion, les Juifs se reconnaissent dans une identité commune. Qu'est-ce qu'un peuple sinon l'ensemble des êtres humains qui se reconnaissent en lui. La liturgie qui répète depuis près de 2000 ans « l'an prochain à Jérusalem », exprimant ainsi la souffrance et la nostalgie de la terre des origines, est la première preuve de cette affirmation.

Depuis 2000 ans, c'est autour d'un même alphabet que se lit cette prière. L'alphabet commun, celui de **l'hébreu** ou de la langue hébraïque, est bien la source matricielle de cette identité partagée. Peu de peuples possèdent un alphabet exclusif pour leur propre langue, or l'alphabet hébraïque ne concerne que l'hébreu. L'hébreu moderne, refondé par le travail d'**Eliezer Ben Yehuda**, a renouvelé la langue des origines pour en faire le ciment identitaire de la renaissance de la **nation juive** à travers sa forme politique moderne, celle de l'État d'Israël.

Ce premier moment de clarification de la notion de « peuple juif » pose en amont une autre question, celle de l'**identité juive**. **Qu'est-ce qu'être juif ?** S'agit-il une seule appartenance religieuse ? Si la définition *halahique* (correspondant à la Loi religieuse) propose une approche de filiation matrilineaire, on peut définir l'identité juive comme correspondant au statut de ceux ou celles qui se reconnaissent en elle, ayant un lien avec la culture, l'héritage familial, la transmission des valeurs, la mémoire transmise depuis des générations. Il y aurait autant de définitions de l'identité juive qu'il y a de vécus juifs. Quel lien unit les révolutionnaires du *yiddishland*, les émigrants d'Ellis Island, russes ou polonais fuyant les pogroms, ceux du Yémen ou de Marrakech, de Tolède ou de Shangai, sinon l'idée de l'appartenance à une identité commune ? D'Isaac d'York à Isaac Babel, d'Alfred Dreyfus à Woody Allen, de Lord Montefiore à rabbi Baba Salé, ce sont autant de Juifs qui, en tant que tels, ont marqué leur temps. Il ne saurait y avoir de définition univoque de l'identité et la question de l'identité juive les questionne toutes par son histoire singulière.

En contrepoint, la folie raciste du nazisme a aussi proposé de définir, en termes génétiques et biologiques, l'identité juive au nom d'une appartenance raciale soi-disant scientifiquement établie. La science nazie a ainsi élaboré des critères définissant la race de ceux qui, de par leur statut de race inférieure, n'avaient plus le droit de vivre au sein de l'espèce humaine. Ce que les nazis ont mis à bas, c'est l'idée même d'humanité.

DEUXIÈME PARTIE

GÉNÉALOGIE

APPROCHE HISTORIQUE DE L'ANTISIONISME

L'antisionisme désigne historiquement l'opposition au projet sioniste de renaissance nationale et d'établissement d'un foyer national juif en Palestine et à la création d'un État juif. Plus couramment, il désigne aujourd'hui une opposition radicale à l'État d'Israël, sans que l'on sache très bien si cette opposition s'adresse à la politique de son gouvernement ou à la légitimité de cet État. Nombreux sont les citoyens israéliens opposés à la politique de leur gouvernement. Ils ne sauraient être qualifiés d'antisionistes.

L'opposition juive au sionisme

À la fin du XIX^e siècle, la bourgeoisie juive européenne est d'abord hostile au projet de Herzl de bâtir un État juif. « Pourquoi irions-nous en Palestine ? [...] Ne vivons-nous pas à une époque où le progrès éliminera en quelques lustres tous les préjugés confessionnels ? », écrit Stefan Zweig dans ses *Souvenirs d'un Européen*. Cependant, progressivement, devant la menace multiforme qui prend corps, les grandes familles juives européennes vont aider à la naissance de l'État juif. Certains autres Juifs considèrent, au nom de principes universels tels que la laïcité que l'intégration et l'émancipation des Juifs peuvent se réaliser dans le seul cadre de la République laïque, réduisant ainsi l'identité juive à sa part religieuse. Certains autres refusent le projet national juif : inspirés par le socialisme, le communisme, ils considèrent l'identité juive sous sa seule dimension culturelle ou linguistique (le yiddish). C'est le cas du **Bund**, qui inscrit son action dans le sillage des grands mouvements révolutionnaires internationalistes et considère l'identité juive comme un objet patrimonial libéré de tout projet national ou nationaliste. Enfin, une minorité juive ultraorthodoxe considère la création de l'État d'Israël comme une hérésie contraire à la **Torah** : des représentants de cette tendance sont allés jusqu'à s'afficher aux côtés du président iranien Ahmadinejad ou d'autres leaders arabes prônant la destruction de l'État d'Israël.

Le nouveau visage de l'antisémitisme

Après la Shoah, l'affirmation d'une hostilité aux Juifs peine à trouver ses marques. L'expression de cette hostilité doit trouver de nouvelles formulations, un nouvel habillage pour la rendre acceptable. Le transfert sur Israël du dispositif antijuif le métamorphose : sous les habits de la rhétorique anticolonialiste, anti-impérialiste et antiraciste, les mots de l'antisémitisme se renouvellent. Contrairement à l'antisémitisme – dont ce n'est pas le problème –, l'antisionisme fonde son discours sur la morale. Il y a d'une part des oppresseurs, d'autre part des opprimés ; d'une part la justice, d'autre part l'injustice. Fondé sur l'idée de justice, l'antisionisme aurait donc plus à voir, en apparence, avec l'antiracisme plutôt qu'avec l'antisémitisme. Et dans cette même mesure, il paraît donc impérieux, afin de justifier le discours tout entier, d'assimiler le « sionisme » – terme à tiroir, s'il en est – au racisme.

Comment interpréter l'usage surabondant des termes de « rafles », de « camps d'internement », de « déportation », de « Solution finale de la question palestinienne », de « miradors », de « colonisation » qui qualifient l'action d'Israël à l'égard des Palestiniens ? Comment comprendre le slogan « Israël = nazis » et

ses dérivés ? Comment comprendre qu'un prix Nobel de littérature prétende qu'à Ramallah, il ne manque que les chambres à gaz, ou que d'autres écrivent que le « peuple élu se conduit comme la "race des seigneurs" » ? L'antisionisme n'est pas une opinion. C'est avant tout une idéologie. Ce discours qui identifie nazisme et Israël (et qui implicitement, symboliquement, efface Auschwitz) est sans aucun doute un discours antisémite, sans pour autant être *de* l'antisémitisme. Car ces deux mots (antisémitisme et antisionisme) désignent des réalités différentes, des époques et des locuteurs différents.

Le « complot sioniste » s'inscrit dans la droite ligne de la vision complotiste mise au point dans les *Protocoles des sages de Sion* par la police secrète tsariste. Cette théorie du complot juif, enracinée à l'extrême droite et dont les héritiers les plus radicaux sont les négationnistes, disciples de Faurisson ou d'Ernst Zündel, devient la colonne vertébrale du discours antisioniste. En 1998, Roger Garaudy, l'ancien philosophe stalinien converti depuis 1982 à l'islam, provoque, lors de son procès devant la XVII^e chambre correctionnelle de Paris, la fusion de l'antisionisme d'extrême gauche avec l'antisémitisme d'extrême droite et avec le négationnisme (de droite comme de gauche). Car dans le livre qu'il vient défendre devant la justice, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, publié deux ans plus tôt, Garaudy, s'appuyant sur la théorie du complot mondial, prétend que la Shoah est une imposture planifiée dont l'objectif était l'édification de l'État d'Israël en terre de Palestine. Selon lui, les survivants de l'extermination seraient des menteurs – les seuls véritables falsificateurs de l'histoire –, et les quelques massacres de Juifs ayant eu lieu durant la Seconde Guerre mondiale auraient permis à leurs descendants de « faire commerce des ossements de leurs parents ». Garaudy invente alors le terme de « Shoah business » – dont Norman Finkelstein, politologue juif new-yorkais, défenseur de longue date de la cause palestinienne, banalisera deux ans plus tard la thèse dans *L'Industrie de l'Holocauste*¹, un best-seller mondial. En juillet 1996, à l'initiative du gouvernement syrien et du Club libanais anti-Israélien – qui réunit de nombreux écrivains et intellectuels arabes –, Roger Garaudy se rend à Beyrouth pour un cycle de conférences. Les soutiens à son ouvrage *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne* se développent dans tout le monde arabo-islamique, notamment au Qatar, en Égypte, en Jordanie et surtout en Iran, où le neuvième anniversaire de la *fatwa* lancée contre Salman Rushdie le 14 février 1998 est l'occasion, pour les responsables iraniens, de mettre en parallèle les deux affaires, dénonçant « l'attitude contradictoire » de ceux qui condamnent Garaudy pour ses attaques contre Israël tout en apportant leur soutien à Salman Rushdie.

L'apogée planétaire symbolique et politique de la fusion entre antisionisme et antisémitisme aura lieu au cours de la **conférence de l'ONU à Durban**, en Afrique du Sud, à l'été 2001. L'unique objet de ce rassemblement onusien, réuni pour dénoncer le racisme dans le monde, fut la dénonciation d'Israël comme État raciste : la motion de l'ONU de 1975, assimilant le sionisme au racisme, abrogée en 1991, se trouvait ressuscitée. Par une suite d'étapes correspondant aux divers moments idéologiques de l'histoire contemporaine, la mécanique antisioniste s'est progressivement installée pour devenir une idéologie propre.

¹ *The Holocaust Industry : Reflection on the Exploitation of Jewish Suffering*, Londres et New York, Verso, 2000 ; en français *L'Industrie de l'Holocauste : réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, traduit de l'américain par Éric Hazan, postface de Rony Brauman, Paris, La Fabrique, 2001.

Les conférences de l'ONU à Durban ou l'antiracisme antijuif

À l'été 2001, la conférence de l'ONU à Durban, qui prétendait dénoncer le racisme dans le monde, a été l'occasion du plus vaste rassemblement antijuif international tenu depuis le nazisme. Déjà en 1975, sous la pression des États arabes, une motion de l'ONU assimilait le sionisme au racisme. Abrogée en 1991 par la même assemblée générale des Nations unies, cette idée confondant sionisme et racisme cherche à délégitimer Israël pour le désigner comme un État raciste par nature.

Le premier épisode de cette rencontre supposée dresser l'état des lieux du racisme dans le monde fut précisément le moment du grand renversement du sens des mots. C'est au nom de l'antiracisme et de l'émancipation du genre humain que furent scandés des « Mort aux Juifs » et des « Mort à l'Amérique » ! Faisant d'Israël le bouc émissaire des malheurs du monde, et de l'Europe la seule responsable des traites négrières, le ton de la grande revanche était donné. Quelques jours après la fin de la conférence, les avions piratés s'écrasaient sur les tours du World Trade Center. Des mots, on était passé aux actes. L'antisémitisme n'a pas eu besoin, à Durban, du masque de l'antisionisme pour se manifester.

La nouveauté stratégique de la conférence de Durban fut d'avoir permis l'émergence d'un nouvel antisémitisme affirmé non plus dans les termes du racisme, mais dans ceux des droits de l'homme et de la démocratie. La dénonciation du sionisme comme un nouvel « apartheid » en fut le prétexte.

Ce dont il ne fut jamais question à Durban

Nombreux sont les peuples qui attendent une réparation morale pour ce qu'ils ont subi dans l'histoire au nom d'une vision raciste du genre humain. On estime à plus de vingt millions le nombre d'êtres humains déportés comme esclaves aux Amériques ou aux Antilles en deux siècles. La traite des Noirs d'Afrique fut autant le fait des négriers arabes que des Européens. En Asie, aux Moluques, aux Philippines, c'est au nom du *jihad* que certains groupes islamistes mènent une guerre d'extermination contre les populations chrétiennes. L'esclavage perdure au Soudan, régi par la *charia*, tandis que les populations du Sud-Soudan, animistes ou chrétiennes, sont persécutées par le pouvoir. Des femmes, lapidées ou décapitées au sabre en Arabie, des homosexuels mis dans des sacs et précipités du haut d'une falaise en Iran ou emprisonnés en Égypte, des Tchadiens esclaves en Libye, des servantes philippines prostituées dans les Émirats, des chrétiens emprisonnés en Algérie, des habitants du Darfour bombardés au napalm par le Soudan d'Omar El-Bechir, des Pygmées tirés au fusil au Congo, des Ouïghours pourchassés par la Chine, des Tibétains expulsés de leur pays, il ne fut guère question à Durban en 2001, tant la pression des États arabes ou de leurs ONG avaient fait de la dénonciation du sionisme et d'Israël leur enjeu politique exclusif.

L'antisémitisme au nom des Droits de l'homme

Ce renversement pervers du sens des mots s'inscrivait dans une stratégie de discours visant à nazifier Israël et à le marquer du sceau de l'apartheid, donc à le présenter comme un État structurellement raciste et, à ce titre, condamnable voire illégitime. À l'initiative de la commissaire aux Droits de l'homme, Mary Robinson, les États occidentaux se sont opposés à ce dévoilement de l'ONU et de son rôle. Les délégations des États-Unis et d'Israël ont quitté la conférence qui s'est terminée dans la confusion. La notion même de « Droits de l'homme », ainsi que les notions qui les définissent, se sont trouvées galvaudées par ce piratage sémantique.

En 2009, la conférence de l'ONU sur le racisme à Genève, dite de Durban II, s'est placée dans le droit fil de la première. Les pays membres de l'OCI (Organisation de la Conférence islamique) participaient de ce dispositif complémentaire : faire entériner par l'ONU la diffamation des religions comme délit raciste. Ce projet n'avait d'autre objet que de donner une légalité et une légitimité à la vague de violences qui avait suivi la publication des caricatures de Mahomet. Pour l'OCI, il fallait mettre en cause les principes d'universalité des Droits de l'homme imaginés en 1948 au profit d'une réécriture relativiste, au nom des particularismes culturels ou religieux. Cette conférence de l'ONU sur le racisme à Genève participait de ce dispositif complémentaire : « alliance des civilisations » dans une main et terrorisme dans l'autre. Faire entériner par l'ONU la diffamation des religions comme délit raciste n'a d'autre objet que de donner une légitimité à la vague de violences ayant suivi la publication des caricatures de Mahomet. La réécriture relativiste, au nom des particularismes culturels, des principes d'universalité des Droits de l'homme aurait mis fin aux désirs d'émancipation de millions de femmes asservies par des pratiques obscurantistes. C'est bien une autre ligne de front que cette conférence dite de Durban II présentait et il fallait vraiment être aveugle pour ne pas la voir. Tel était l'enjeu de cette conférence préparée par un comité piloté par la Libye et l'Iran. Les réunions préparatoires annonçaient la couleur de la farce. Du racisme et des discriminations, il y en avait toujours eu sur la planète Terre et il n'en a pas plus été question à Genève en 2009 qu'à Durban en 2001.

Le projet visant à assimiler l'islamophobie au racisme relève d'un piège sémantique. La distorsion du sens des mots est ici manifeste. L'islamophobie signifie un rejet de l'islam. Elle s'attaque à une religion, à une doctrine. Il s'agit donc du rejet d'un dispositif intellectuel, culturel ou idéologique qui n'a rien à voir, conceptuellement, avec le rejet des personnes au nom de leur appartenance ethnique ou de leur couleur de peau. Inscrire l'islamophobie dans la catégorie du racisme participe d'un projet politique mis en place par les pays membres de l'OCI à la conférence de Durban I en 2001 et de Genève en 2009. L'ethnicisation des musulmans, pourchassés ou rejetés en tant qu'individus ayant une religion commune, relève en revanche d'attitudes racistes dès lors qu'elle concerne un groupe humain ou un peuple (par exemple les Arabes, les Berbères, les Touaregs, etc.). Cette fin programmée de l'idée de principes universels s'adressant au genre humain au profit d'une relativisation de ces droits et de la promotion de droits spécifiques témoignait d'une invraisemblable rupture.

Ainsi la Charte arabe des Droits de l'homme, adoptée en 1994, par le Conseil de la Ligue arabe, modifiée en 2004, puis entrée en vigueur en 2008, témoigne de cette volonté. Le préambule de la Charte ainsi que l'article 2-C assimilent le sionisme à une forme de racisme. Son élimination est considérée comme un devoir. Par ailleurs la Déclaration du Caire sur les Droits de l'homme en Islam a été adoptée en 1990 par l'OCI. Celle-ci se base sur les droits et les libertés de la *charia*, considérée comme « l'unique référence pour l'explication ou l'interprétation de quelconque des articles » (art. 25). Elle s'érige bien en contre-projet islamique à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

De l'ONU à l'Unesco : Israël, un État hors sol ?

L'Unesco, agence spécialisée des Nations unies, a pour rôle de « contribuer à la paix et à la sécurité en promouvant la collaboration entre les nations *via* l'éducation, la science et la culture, en vue de l'avènement d'un respect universel de la justice, de l'état de droit et des Droits de l'homme, ainsi que des

libertés fondamentales » proclamées par la Charte des Nations unies. Malgré cette belle déclaration de principe, l'Unesco est un champ de bataille où tous les moyens sont bons pour calomnier, condamner discréditer ou délégitimer l'État d'Israël. Le rapport de forces ne joue pas en faveur de l'État juif, tant le jeu des alliances mais surtout le nombre des États qui lui sont hostiles pèse contre lui.

En novembre 1974, en réponse à un appel lancé par des universitaires de diverses nationalités, l'Unesco avait suspendu toute assistance à Israël et l'avait exclu de ses activités et de ses groupes régionaux. Le fonctionnement interne de l'organisation culturelle de l'ONU impose en effet que chaque État membre soit rattaché à un ensemble régional ayant une cohérence. L'Unesco refusait d'inscrire Israël dans une région du monde, donnant ainsi crédit allégations selon lesquelles l'action d'Israël incarnait le contraire de sa mission. Sous la pression conjuguée des États arabes et du bloc lié à l'URSS, l'Unesco faisait d'Israël en État errant. La bataille juridique, ou plutôt politique, a duré plusieurs années avant que l'État juif soit inscrit dans une région du monde. Malgré les pressions arabes, l'appartenance pleine et entière d'Israël à l'Unesco a finalement été rétablie en 1977.

TROISIÈME PARTIE EN FRANCE

LE RAPPORT À ISRAËL, UN MARQUEUR IDÉOLOGIQUE

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est autour de plusieurs grandes phases historiques que se décline, en France, la relation aux Juifs et à Israël. La **compassion** pour les victimes (découverte de la Shoah, procès de Nuremberg en 1945), puis l'admiration pour le jeune État d'Israël (procès Eichmann en 1961, guerre des Six Jours en 1967) caractérisent les années 1960, et l'empathie de l'Occident pour le jeune État juif (en France jusqu'à la conférence de presse du général de Gaulle) est manifeste jusqu'à la guerre des Six Jours. Symétriquement, l'hostilité du bloc soviétique (1950-1967) participe à ce qui, à l'époque, construit la guerre froide.

La **suspicion**. Le statut symbolique d'Israël mute après la guerre des Six Jours. Mai 68 va accélérer cette mutation (1967-1980, gauchisme, tiers-mondisme, négationnisme). La Palestine devient l'emblème des luttes de libération contre l'impérialisme.

La **réprobation** à l'égard d'Israël (première guerre du Liban, 1980-1982) va bien au-delà de l'indignation provoquée par les massacres de Sabra et Chatila. On assiste aux premiers actes terroristes (attentat de la rue Copernic, octobre 1980).

La **condamnation**. La notion de nazification d'Israël (seconde Intifada, 2000) se généralise (attentat de la rue des Rosiers, août 1982).

La **délégitimation** (depuis 2000). C'est désormais le statut symbolique d'Israël comme État juif qui est

mis en cause. Simultanément, c'est un passage à l'acte violent et inédit qui accompagne l'anti-israélisme radical : violences généralisées des années 2000- 2004 et crimes antisémites. Les diverses actions de boycott tentent de faire d'Israël un État d'apartheid.

L'évolution politique et idéologique du rapport aux Juifs et à Israël

Premiers moments : la **compassion**. À la Libération, l'opinion célèbre d'abord la dignité retrouvée. Elle honore ses héros, les résistants, et accueille ses survivants, les rescapés des camps. Si elle est favorable aux Juifs, compassion pour les victimes oblige, elle rechigne à restituer les biens spoliés. Dans la confusion de l'épuration, des résistants du dernier quart d'heure s'innocentent facilement en 1945 des actes crapuleux commis en 1940. Le général de Gaulle incarne un surmoi collectif qui fait l'économie des complicités françaises sous Vichy. Israël, perçu comme l'État des victimes, bénéficie de la sympathie de tout l'arc politique, majoritairement porté par le PCF (pour peu de temps) et la SFIO, et jouit de la légitimité de sa naissance et de sa reconnaissance par l'ONU. La guerre d'Algérie vient opportunément renforcer l'alliance contre l'ennemi commun de la France et d'Israël : le nationalisme arabe – sous ses deux formes : le FLN en Algérie et le régime de Nasser en Égypte. C'est de la sympathie, voire de l'**admiration** que témoigne l'opinion pour le jeune État d'Israël, perçu comme pionnier courageux, soldat laboureur défricheur de désert. La IV^e République a sans doute été l'âge d'or de la relation franco-israélienne. Les liens entre la SFIO et les travaillistes israéliens sont allés bien au-delà d'une simple alliance conjoncturelle nouée autour d'intérêts communs.

La fin de la guerre d'Algérie (1962) repositionne les intérêts de la France. La phrase du général de Gaulle dénonçant « le peuple sûr de lui-même et dominateur » (conférence de presse, novembre 1967) marque la mutation du statut symbolique d'Israël : ayant triomphé des armées arabes durant la guerre des Six Jours, le faible est devenu fort et le persécuté conquérant. Un double mouvement idéologique s'installe progressivement dans l'opinion. L'alliance entre l'Union soviétique, la cause arabe et le tiers-monde clive les zones d'influence. Parallèlement, le lien qui unit l'Europe et Israël, jusqu'alors maintenu par la culpabilité de la Shoah, s'effrite – et ceci malgré le **procès Eichmann** à Jérusalem (1961), et le grand succès du roman d'**André Schwarz Bart** (*Le Dernier des Justes*, **prix Goncourt 1959**). L'Europe découvre le martyr juif et l'héroïsme de ses résistants. Le récit de Jean-François Steiner, *Treblinka*, raconte pour la première fois une révolte juive dans un camp de la mort. Cependant, la sympathie pour le « signe juif », pour la figure juive, n'est désormais portée que par son statut de victime.

La guerre des Six Jours change donc la donne symbolique : l'État des victimes est devenu vainqueur, il a écrasé une coalition d'armées arabes. Dans l'imaginaire collectif, les victimes arabes des soldats juifs ressemblent à d'autres Arabes que les Français ont colonisés en Algérie. Ce sont de nouvelles images qui se superposent. Celles des chaussures abandonnées dans le désert du Sinäï par les soldats égyptiens en déroute ajoutent à l'humiliation arabe. Tout un jeu d'identifications nouvelles, une autre répartition symbolique des rôles, se met en place. C'est l'Arabe que l'on plaint, le colonisé, l'exploité, tandis que le soldat d'Israël se met à ressembler au parachutiste du général Massu. D'autres identifications s'installent et se substituent aux précédentes : sionisme = colonialisme, arabe = victime. Simultanément **la « révolution culturelle » de Mai 68** conforte la contestation de ce qui était considéré comme un tabou intouchable. Les vérités établies en tant que vérités officielles deviennent donc suspectes parce

qu'officielles. Indirectement, la critique radicale, la *tabula rasa* de l'histoire devient l'alliée opportune de la mise en cause de la réalité historique de la Shoah. Le slogan « Nous sommes tous des Juifs allemands » sert d'alibi à ce qui se met en place. La mise à bas de ce qui est considéré comme autant de valeurs bourgeoises, l'idée même de la Loi portée par le Décalogue est affectée par la vague de contestation. Le mot d'ordre « **Il est interdit d'interdire** » en est l'expression la plus aboutie. La transgression devient une valeur positive dont le slogan « **jouir sans entrave** » est la formulation. L'idée de la Loi, l'idée de l'interdit, deviennent autant de principes moraux caducs. Le surmoi collectif est incarné par le dévoiement de la figure patriarcale de De Gaulle, désormais affublé du masque de Hitler, comme le présentait une affiche des Beaux Arts en mai 1968.

Si l'antisémitisme peut être considéré comme une vision du monde, celle-ci développe dans le même temps une esthétique. Le nazisme dénonçait la laideur juive, l'antisionisme élabore désormais les mêmes schèmes : il dénonce la laideur d'Israël et célèbre la beauté arabe non exempte des clichés esthétiques de l'orientalisme européen. L'après-Mai installe le « désir » comme une infrastructure nouvelle dans la fabrication des rapports sociaux. La transgression des codes moraux, des règles comportementales jugées obsolètes, devient donc une vertu révolutionnaire. C'est ainsi que l'émergence du mouvement pas encore nommé « gay » va introduire le mot « sioniste » comme ennemi du désir homosexuel. « Le garçon arabe », en tant qu'objet ou figure de ce désir, se voit donc opposer une même répression qui agresse à la fois le Palestinien en tant qu'incarnation de l'opprimé en révolte contre son oppresseur et celle de l'homosexuel porteur de la subversion désirante. La fine fleur de la radicalité désirante cosigne la revue *Recherches* (mars 1973) consacrée à la « Grande encyclopédie des homosexualités », qui y expose, entre autres, l'importance de cette convergence. Par la suite, Jean Genet conforte cette hypothèse : l'auteur du *Captif amoureux*, amoureux des garçons arabes, politise son effroi devant les massacres de Sabra et Chatila. Israël devient l'incarnation de l'ennemi commun. C'est bien logiquement que Genet soutient, entre autres, le terrorisme des années 1970, celui des Black Panthers et de la Bande à Baader en particulier. Un article, « Violence et brutalité », publié le 2 septembre 1977 dans les pages du *Monde*, provoque une violente polémique. Ce défenseur des causes marginales est mort trop tôt pour voir le sort réservé aux homosexuels soumis à la loi islamiste.

Dans les autres pays, anciennement de l'Axe, une même esthétique, un même discours radical jouant sur la subversion sexuelle et la violence, se développe notamment autour de Pasolini en Italie et de Fassbinder en Allemagne. Le Palestinien devient alors la figure parfaite de l'opprimé sous l'influence d'une culture esthétique puisant pour se forger dans différents stéréotypes : le Juif, évidemment, mais aussi le Colonisé et le Résistant. Admirer et faire l'éloge du *Fedayin* palestinien n'est cependant qu'un élément de l'esthétique qui se met en place dans ces années-là et qui participe à la création de l'antisionisme. La psychologisation ou l'esthétisation de la période nazie ou celle de la Collaboration achèvent de relativiser la gravité des crimes autant que les comportements qui les ont portés. Ainsi, la vérité des faits n'est plus une affaire relevant de la vérité historique mais de l'opinion. Le 29 décembre 1978, le journal *Le Monde* accorde une surface équivalente à un article de Robert Faurisson mettant en cause la réalité des chambres à gaz et à un article de Georges Wellers affirmant, au contraire, leur réalité historique.

Le **terrorisme d'extrême gauche** (celui de la Bande à Baader en Allemagne, des Brigades rouges en Italie, de l'Armée rouge japonaise au Japon, tous pays jadis membres de l'Axe) vise Israël en tant que

réincarnation fantasmée des crimes du nazisme. Pour les jeunes de ces États qui sont nés après guerre et la chute du nazisme, la **rédemption des crimes du fascisme** passe par la violence révolutionnaire qui prétend faire justice des crimes des pères en s'attaquant à des cibles dont les révolutionnaires ne veulent pas voir qu'elles sont, entre autres, des cibles juives. Que se passe-t-il ? Au-delà de sa dimension grotesque, la confluence des gauchistes avec les islamistes met en scène une alliance terrifiante : deux modes de pensée totalitaires progressent dans les esprits grégaires des jeunesse radicales. Parés des oripeaux de l'émancipation des humiliés, ils substituent l'émotion des images à la réflexion sur les faits. La mode révolutionnaire change de panoplie : la keffieh palestinienne remplace dans les années 1980 le poncho guevariste des années 1970. La compassion pour certaines victimes se fait au détriment des autres. Confondant social démocratie et nazisme, la Fraction Armée Rouge mettait cependant en pleine lumière la présence d'anciens nazis dans l'appareil du pouvoir en Allemagne fédérale. Ce que Beate Klarsfeld avait mis en scène par une gifle donnée au chancelier Kiesinger, la RAF le pratiquait par l'assassinat de Hans Martin Schleyer. La dénazification n'avait pu éliminer la génération qui avait porté Hitler au pouvoir et pour cause : ce furent bien des bataillons entiers de gens ordinaires qui l'avaient fait élire, démocratiquement. En France, ce furent sans doute les mêmes qui chantèrent « Maréchal nous voilà » pour ensuite applaudir De Gaulle sur les Champs-Élysées, et le préfet Papon fut reconduit dans ses œuvres par le pouvoir issu de la Résistance. Symboliquement, les actions violentes ou les crimes commis par la génération d'après s'apparentent à une version renversée des crimes de la génération d'avant. Même si ces crimes ne possèdent pas la puissance des meurtres de masse commis par le nazisme, il est stupéfiant de constater l'aveuglement de tous devant la portée symbolique de ces gestes. Ce sont des Allemands d'extrême gauche qui trient les passagers, séparant les Juifs des non-juifs, de l'airbus détourné à Entebbe en juillet 1976 et libéré par l'armée israélienne. Seuls quelques figures remarquables saisissent la forfaiture symbolique de ces gestes : Hans-Joachim Klein (ancien membre de la gauche radicale terroriste) le raconte dans son récit *La Mort mercenaire* (Seuil, 1980), Joschka Fischer (ancien ministre allemand des Affaires étrangères, 1998-2005) dénonce la symétrie de ces attitudes et de ces choix politiques. Le film d'Olivier Assayas *Carlos* met admirablement en scène cette confusion et cette dérive.

Le négationnisme s'inscrit dans la filiation conjuratoire de ce qui précède. Osant mettre à bas les vérités officielles, il s'inscrit dans l'impertinence radicale issue de Mai 68. C'est à l'abri de cette posture qu'il séduit une ultragauche libertaire avide de briser l'ultime tabou. Il complète et opère la fusion entre les positions, les discours, les actions antijuives et antisionistes. Robert Faurisson, reçu par Ivan Levaï en décembre 1980 sur Europe 1, y formule la synthèse de son discours dans une déclaration préparée à l'avance et devenue emblématique :

Les prétendues « chambres à gaz » hitlériennes et le prétendu « génocide » des Juifs forment un seul et même mensonge historique, qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont l'État d'Israël et le sionisme international, et dont les principales victimes sont le peuple allemand – mais non pas ses dirigeants – et le peuple palestinien tout entier.

Tous les ingrédients sémantiques ou symboliques de la haine antijuive classique fusionnent avec les mots de la haine anti-israélienne. Tout y est : les Juifs, rois des escrocs, auraient inventé jusqu'à l'histoire de leur martyre afin de mieux escroquer les Allemands et les Palestiniens pour le plus grand bénéfice du sionisme

international. La fusion entre la rhétorique antijuive et le discours antisioniste ne saurait être plus limpide. Le négationnisme n'a plus pour seule fonction d'innocenter le nazisme de ses crimes : il s'inscrit dans l'argumentaire antisioniste et anti-israélien. Débarrassé de sa part sulfureuse, le négationnisme prend alors des couleurs : ce sont des libertaires ou supposés tels qui rejoignent la revue anarchiste *La Vieille Taupe* pour venir conforter les thèses de Robert Faurisson.

Symétriquement la **fascination pour la Shoah** témoigne de l'obsession intellectuelle sur le sujet. Une part très importante de la production filmique, documentaire ou littéraire lui est consacrée. Que révèle-t-elle, sinon l'importance de la question dans l'imaginaire collectif européen et français ? La charge de culpabilité ne s'affirme pas comme telle, mais des productions témoignent de son importance : l'esthétisation de la période de Vichy, la psychologisation de la relation bourreau/victime, déplacent l'absence de travail sur l'histoire des faits. La France, à la différence d'autres États ou d'autres cultures, a longtemps, trop longtemps entretenu ses parts d'ombre au profit de mythologies ou de mémoires plus flatteuses. « Ce passé qui ne passe pas », pour reprendre la formule de l'historien Henri Rousso, passe-t-il mieux aujourd'hui ? Au début des années 1980, l'histoire de la Shoah, celle de la Collaboration, sont fort peu le fait d'historiens ou de chercheurs français. Le tabou sur ces questions est brisé par le film *Le Chagrin et la Pitié* de Marcel Ophüls, sorti au cinéma en 1971. Le mythe d'une France majoritairement résistante s'effondre. Un feuilleton américain, *Holocauste*, raconte à la télévision le destin tragique d'une famille juive en Allemagne entre les années 1930 et 1945. Cependant, le malaise demeure et, sur ces questions, des moments passionnels de crispation resurgissent de façon cyclique. La sortie en 1985 du film documentaire *Shoah* de **Claude Lanzmann** a projeté dans l'espace public la question posée par ce crime unique dans l'histoire, celle de **l'unicité de la Shoah**, sans percevoir l'effet retour de ce statut.

Le double mouvement de nazification d'Israël (par le gauchisme) et de mise en cause de la réalité de la Shoah (par Le Pen et l'extrême droite) va éroder l'usage éducatif des commémorations. Les accords d'Oslo apportent à Israël un relatif répit, tandis que sur le front de la mémoire, les **procès Barbie, Touvier puis Papon** forcent la conscience nationale à regarder le passé en face. Ces procès mettent en valeur les complicités, les responsabilités proprement françaises, jusque-là évacuées par le surmoi collectif incarné par le général de Gaulle et la Résistance communiste. En faisant justice 60 ans plus tard, l'État a voulu faire œuvre de pédagogie. Il faut cependant attendre le **16 juillet 1995** pour que, par la voix du président Chirac, soient enfin reconnues les responsabilités françaises dans les mesures prises contre les Juifs par le régime de Vichy. Le laisser-faire, la passivité ou, au contraire, l'héroïsme solitaire des **Justes** ont travaillé la mémoire collective autant que l'oubli collectif les avait effacés².

Quel fut l'impact de ces procès dans la conscience collective ? C'est au nom de l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité qu'ils ont pu avoir lieu. Essentiellement jugés pour des crimes commis contre des Juifs, ces procès autant que leur effet médiatique développent simultanément un effet pervers, celui de la saturation au service d'une seule catégorie de victimes : les Juifs.

² On lira à ce sujet le travail d'Anna Senik, *L'Histoire mouvementée de la reconnaissance officielle des crimes de Vichy contre les Juifs*, Paris, L'Harmattan, 2013.

L'omniprésence de ces questions dans le débat public a produit autant de contre-effets. Toute une littérature nourrie de morbidité s'épanouit avec un certain succès. Le prix Goncourt et le prix du roman de l'Académie française sont attribués en 2006 au roman de Jonathan Littell, *Les Bienveillantes*, dont plus de sept cent mille exemplaires sont vendus. Ce succès témoigne de cette fascination. Au sein d'une production surabondante, ce livre occupe une place particulière car c'est du point de vue du bourreau que s'exprime le narrateur. Le luxe des détails, la morbidité du récit, l'exceptionnelle documentation fait entrer le lecteur au cœur du Mal dans un étrange rapport hypnotique. Cette « interminable écriture de l'extermination », pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Alain Finkielkraut, a fait émerger, par la surreprésentation médiatique de la Shoah, d'autres questions liées à ce qui a été nommé **concurrence mémorielle**. Les victimes d'autres crimes ont ressenti une inégalité de traitement pour leur mémoire blessée. Les choses juives se seraient approprié une posture d'ayants droit mémoriels, excessive sinon exclusive. Tous les anciens colonisés réclament pour eux-mêmes une part symétrique de repentance. L'enseignement de ces questions s'est alors transformé en bataille idéologique, et cette concurrence victimaire a souvent connu des dérapages, dont l'effet Dieudonné n'est pas la moindre conséquence.

Depuis une vingtaine d'années, un autre mouvement s'est donc amorcé, et c'est une autre inflation mémorielle qui a submergé l'espace public avec des productions de qualité variable et autant d'effets pervers. Ce sont d'autres revendications de reconnaissance qui sont apparues : la **concurrence des mémoires** autant que celle des victimes a ajouté une dimension nouvelle au face-à-face que la France entretient avec son passé. Des initiatives diverses, souvent animées de projets très éloignés du souci de vérité historique ont cherché à instrumenter le passé pour en faire une arme politique. Et c'est ainsi que de nouveaux indigènes seraient apparus dans la République.

S'autoproclamant esclaves, battus, offensés et humiliés de toute éternité dans une France perpétuellement esclavagiste et colonialiste, ils dénoncent à tout va ce et ceux qu'ils estiment être leurs ennemis, eux-mêmes reconduits de génération en génération. D'autres lois « mémorielles » se sont ajoutées à notre appareil législatif et judiciaire. La loi dite Taubira (2001) donne à l'esclavage et à la traite négrière le statut de crime contre l'humanité et instaure tout à la fois une journée de commémoration et l'obligation de son enseignement à l'école. Ce texte présente pourtant une particularité notable : elle limite la pratique esclavagiste à la seule Europe, effaçant d'un seul coup les responsabilités africaines ou arabes dans la traite négrière.

Toutes les minorités victimes ont fait du sort tragique de leurs ancêtres une raison revendicative autant qu'une affirmation identitaire. Si d'autres passés doivent aussi être assumés, reconnus, les mots pour le dire sont empreints de d'une confusion au mieux innocente, au pire délibérément outrancière. Les Juifs sont accusés d'avoir raflé la mise mémorielle. Il n'y en aurait que pour eux, tandis que les crimes commis par l'armée française en Algérie relèveraient d'un statut juridique inférieur à celui des « crimes contre l'humanité ». Il y aurait une inégalité de traitement dont les Juifs tireraient profit, disent des voix peu soucieuses d'un quelconque souci de justice. Cette culture du ressentiment a fait mouche, car elle a su très habilement jouer du malheur social d'une grande partie des populations issues de l'émigration. La coïncidence de ces questions avec une actualité violente au Proche-Orient (seconde Intifada, 2000) a pesé lourd sur les identifications par procuration des uns et des autres.

Trois ou quatre générations plus tard, ce sont les enfants ou petits-enfants, réels ou imaginaires, des Juifs victimes de Vichy qui se voient poursuivis, insultés ou tabassés par les enfants ou petits-enfants réels ou imaginaires des anciens colonisés de la France.

Ces facteurs se déclinent. En **1982, la première guerre du Liban** menée par Israël contre l'OLP libère une large bouffée anti-israélienne. L'espace public est envahi de pétitions, de placards publiés dans la presse, qui vont bien au-delà de la seule dénonciation de la politique du gouvernement d'Israël. Le journal *Témoignage chrétien* titre en une : « Les Palestiniens dans Beyrouth comme les Juifs dans le ghetto de Varsovie » (été 1982). Roger Garaudy est l'incarnation de cette évolution. Ancien philosophe du PCF désormais exclu du parti, passé du christianisme à l'islam, il cosigne avec le père Lelong et le pasteur Mathiot un placard publié dans *Le Monde* dénonçant « le sens de l'agression israélienne » au Liban au cours de l'été 1982. Dans une dialectique de poupées russes, Garaudy déduit la guerre menée par Israël de l'idéologie de son Premier ministre (Begin), celui-ci n'étant que le produit de la nature même de l'État juif, lui-même engendré par son idéologie fondatrice, le sionisme, elle-même née du judaïsme. Le judaïsme serait donc structurellement l'agresseur des peuples arabes, et en particulier des Palestiniens. Ce positionnement farouchement anti-israélien, antisioniste et antijudaïque ne sera pas partagé par l'Église, bien au contraire. L'affaire du Carmel d'Auschwitz, qui dure une dizaine d'années (1980-1990), menace d'effacer la dimension proprement antijuive du camp d'extermination au profit d'une « christianisation de la mémoire ». Le 30 septembre 1997, à Drancy, les évêques de France, évoquant la Shoah, faisaient repentance, reconnaissant officiellement et publiquement que :

devant l'ampleur du drame et le caractère inouï du crime, trop de pasteurs de l'Église ont, par leur silence, offensé l'Église elle-même et sa mission. Aujourd'hui, nous confessons que ce silence fut une faute. [...] Nous confessons cette faute. Nous implorons le pardon de Dieu et demandons au peuple juif d'entendre cette parole de repentance.

Quelques mois plus tard, Rome produit à son tour un texte allant dans le même sens. Le 16 mars 1998, un document, approuvé par Jean-Paul II et publié par la Commission pour les relations avec le judaïsme du Vatican, reconnaît que « l'enseignement du mépris » a favorisé l'antisémitisme et le génocide des Juifs.

La nazification progressive d'Israël

L'accablement d'Israël se poursuit et rebondit en **2000** avec la **seconde Intifada**. En Europe, une extraordinaire bouffée médiatique anti-israélienne explose alors dans une surenchère de qualificatifs permettant de renvoyer la charge de culpabilité héritée de la Shoah : Israël serait coupable, à l'égard des Palestiniens, de crimes identiques à ceux commis par les Européens contre les Juifs. La déculpabilisation définitive du passé de l'Europe transite par ce processus. Une chroniqueuse d'Europe 1, Catherine Nay, prétend même que l'image du petit enfant palestinien tué dans les bras de son père en septembre 2000 au carrefour de Netzarim à Gaza, efface symboliquement la célèbre photographie du petit Juif, les bras en l'air, mis en joue par un SS dans le ghetto de Varsovie. Les « Juifs-Israéliens », confondus en un seul raccourci, victimes autrefois de la plus grande des barbaries, se rendraient coupables à leur tour d'une barbarie aussi grande. « Et le monde est plein de gens qui me haïssent à cause du mal qu'ils m'ont fait », écrivait Jean-Jacques Rousseau. On croirait ces mots pensés pour les Juifs, tant l'intérêt négatif qui leur est porté est proportionnellement inverse à ce qu'ils ont subi. Accabler Israël pour mieux se déculpabiliser des

fautes commises contre les Juifs. Le film d'Eyal Sivan et Michel Khleifi, *Route 181*, qui présente la malfaisance structurelle d'Israël dans une mise en scène décalquée de Shoah, alterne sur ARTE avec la projection du film de Claude Lanzmann. La commémoration de la Shoah autorise alors la criminalisation d'Israël. Attribuer à sa victime sa propre ignominie permet d'effacer le crime. En 2002, le quotidien *Le Monde* publie la tribune libre d'Edgar Morin, Danielle Sallenave et Sami Nair « Israël, Palestine, le cancer » (3 juin 2002). Le penseur de la complexité y écrit :

On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issue du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subi les pires humiliations et le pire mépris, soit capable de se transformer en deux générations en « peuple dominateur et sûr de lui » et, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier. [...] Les Juifs d'Israël, descendants des victimes d'un apartheid nommé ghetto, ghettoisent les Palestiniens. Les Juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés, humilient, méprisent, persécutent les Palestiniens. Les Juifs qui furent victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens. Les Juifs victimes de l'inhumanité montrent une terrible inhumanité. Les Juifs, boucs émissaires de tous les maux, « bouc-émissarisent » Arafat et l'Autorité palestinienne, rendus responsables d'attentats qu'on les empêche d'empêcher.

En 2004, le **rapport Aubin** (du nom de son auteur, inspecteur général de l'Éducation nationale) portant sur « les signes d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires » conforte ce qui avait déjà été mis en lumière dans *Les Territoires perdus de la République* d'Emmanuel Brenner (Mille et une nuits, 2002). Ce rapport dresse un état des lieux inquiétant et pointe les prémices de ce désastre éducatif : l'antisémitisme est devenu monnaie courante dans les lycées et collèges, et ceci sur fond d'affirmation identitaire. Bien pire qu'une guerre israélo-palestinienne par procuration qui se déroule dans les collèges et lycées, ce sont désormais des agressions antijuives qui sont monnaie courante dans les écoles de la République. Enseigner la Shoah est considéré dans certains établissements comme une provocation « sioniste » envers certains élèves.

Un **second rapport est commandé à Jean-Christophe Rufin**, médecin, écrivain et ancien président de l'association Action contre la faim, par **Dominique de Villepin**, alors ministre de l'Intérieur. Il s'inscrit dans un chantier sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme remis le 19 octobre 2004. Le rapport précise :

L'antisionisme radical [qui] n'est pas la simple critique conjoncturelle d'une politique mais bien une remise en cause des fondements même de l'État d'Israël, [...] une forme d'antisémitisme par procuration. [...] Israël, assimilé aux États-Unis et à la mondialisation libérale, est présenté comme un État colonial et raciste qui opprime sans fondement un peuple innocent du tiers-monde... Derrière les critiques violentes qui assimilent le sionisme au nazisme, on entend, en écho subliminal, la voix interdite mais bien relayée des terroristes islamistes qui généralisent le combat et affirment « qu'il faut attaquer les Juifs partout où ils se trouvent ».

Désormais, les expressions d'hostilité à Israël ne prennent même plus soin de travestir la haine antijuive sous des paroles vertueusement antisionistes. À Paris, lors d'une manifestation dénonçant la guerre américaine en Irak le 22 mars 2003, c'est aux cris de « Y a des Juifs là-bas ! » que des jeunes Juifs de l'Ashomer Atsaïr (mouvement de gauche sioniste favorable à la paix) sont pourchassés jusque dans leur local proche de la

place de la Bastille. Au moment de l'opération israélienne « Plomb durci », menée en 2009 par Israël dans la bande de Gaza pour faire cesser les pluies de rockets qui s'abattent sur son territoire, d'immenses manifestations anti-israéliennes défilent dans Paris, en province et en Europe. À Metz, la foule qui manifeste hurle « À la synagogue ! » sans que cela émeuve les médias ou les antiracistes français. Gaza souffre à Paris. C'est Gaza-Guernica, Gaza-ghetto de Varsovie avec la participation des leaders de la gauche de gauche, Marie-George Buffet et Olivier Besancenot, encadrés par des jeunes filles portant des tchadors de gauche. À l'ombre des drapeaux du Hamas et du Hezbollah, il faut croire qu'il a abusé d'opium, ce peuple de gauche, pour transgresser ainsi le dogme des pères fondateurs. Tant pis si Marx se retourne trois fois dans sa tombe à la vue des camarades ayatollah aux côtés des camarades trotskistes. Que se passe-t-il ? Au-delà de sa dimension grotesque, la confluence des gauchistes avec les islamistes met en scène une alliance terrifiante : deux modes de pensée totalisants, sinon totalitaires, progressent dans l'esprit des foules. Parés des oripeaux de l'émancipation des humiliés, ils substituent l'émotion des images à la réflexion sur les faits. La compassion pour certaines victimes se fait au détriment des autres. Mais personne ne descend dans la rue pour dénoncer les massacres en Syrie (qui atteignent près de 150 000 morts en décembre 2013).

La délégitimation actuelle de l'État d'Israël

L'aboutissement de ce renversement symbolique, c'est-à-dire la « nazification » d'Israël, trouve sa représentation dans le signe =, posé entre le svastika (la croix gammée) et l'étoile juive. Cette équivalence s'étale sur les banderoles des diverses manifestations antiaméricaines (lors de la guerre d'Irak) ou dénonçant les opérations israéliennes (celles du Liban en 2006, de Gaza en 2009 ou de l'arrêt de flottille turque en 2011). Ainsi, l'antisionisme vise non seulement ce que *fait* Israël mais ce qu'*est* Israël en tant qu'État du peuple juif devenu un nouvel État nazi. Désormais, c'est une mise en cause radicale de la **légitimité** de l'État d'Israël et donc de son **droit à l'existence** en tant qu'État du peuple juif, qui est énoncée. La contestation de la pertinence historique de la notion de **peuple juif** (thèse de Shlomo Sand développée dans son livre *Comment le peuple juif fut inventé*) et celle de la pertinence conceptuelle des « noms » qui le composent (énoncée dans *Portées du mot juif* d'Alain Badiou) constituent les deux pièces d'un même ensemble théorique. En déniaut au mot « juif » le statut de « nom », c'est l'idée que le peuple, qui prétend réunir cet ensemble de « noms », ne possède pas de fondement, pas plus théorique que réel, et constitue une idée fautive, une imposture politique. En conséquence, l'État qui les rassemble n'a ni lieu d'être, ni le droit d'être.

Un retour du balancier ? L'actualité immédiate paraît marquer une pause dans cette mise à l'index d'Israël. Les violences commises par les islamistes dans le monde arabe et musulman, (massacres en Syrie, en Irak, violences en Tunisie, en Libye), en Amérique (11 Septembre 2001) ou en Europe (attentats de Londres et de Madrid en 2005, bombes au marathon de Boston en 2013, assassinat sauvage à Londres d'un soldat) donnent du monde arabe et musulman une image chaotique et violente à côté de laquelle la démocratie d'Israël paraît bien plus sympathique. Tandis que la présence de l'islam en France et en Europe s'affirme de manière souvent agressive, l'expression médiatique nuance les jugements des années précédentes. Israël n'apparaît plus comme le méchant absolu. L'islam fait peur et la multiplication des violences attribuées aux islamistes opère désormais comme un repoussoir. En revanche, la réémergence publique en France d'une parole aussi antijuive qu'antisioniste de la part d'une ultra-droite renaissante apparaît comme une nouvelle menace.

QUATRIÈME PARTIE

TOPOGRAPHIE

LES COURANTS, LES CONFLUENCES DE L'ANTISIONISME ET DE L'ANTISÉMITISME

L'arc d'hostilité au « signe juif », antisémite ou antisioniste, se décline de l'extrême droite à l'extrême gauche, en passant par ses anciennes composantes religieuses, chrétiennes. Il faut ajouter à cet ensemble politique les nouvelles composantes arabes ou musulmanes qui s'y sont agrégées.

Extrême droite

Ancrée dans l'héritage de la Collaboration, l'extrême droite française n'a jamais caché son antisémitisme constitutif. De Maurice Bardèche à François Duprat puis à Jean-Marie Le Pen, l'extrême droite a toujours fait des Juifs son repoussoir par excellence. Cette composante du paysage politique a symétriquement développé un rapport d'hostilité profonde au sionisme et à Israël. Cette hostilité s'enracine dans l'antisémitisme nationaliste et catholique du XIX^e siècle. La revue *Défense de l'Occident* (été 1967) est consacrée à « l'agression israélienne ». Sous la signature de Paul Rassinier (1906-1967), les premières thèses négationnistes y sont exprimées. La Nouvelle Droite qui émerge au début des années 1980 construit autour de groupes de pensée (Club de l'horloge, GRECE) et de revues (*Nouvelle École*, *Éléments*), un dispositif de refondation idéologique. Un double mouvement articule ce renouveau : l'enracinement dans les origines païennes de l'Europe et la réhabilitation d'un projet « bio-politique » fondé sur un darwinisme social, reformulé, modernisé, « scientifique », de l'inégalité raciale des groupes humains, à partir des développements de la génétique des populations. Le refus du métissage, source de la décadence des peuples et des civilisations est affirmé tout comme un intérêt privilégié pour les grands empires, russe, arabe, etc., à l'opposé du modèle multiculturel ou multiracial américain. Ce rhabillage des fondements du fascisme et du nazisme est manifeste dans la relecture que la Nouvelle Droite fait de l'histoire : l'histoire de la Shoah y est relativisée, tout comme les théories du racisme qui profitent d'une lecture bienveillante.

Le **Front national** de Jean-Marie Le Pen reprend à son compte une partie de cet héritage, enrichi d'une vision complotiste et négationniste : les Juifs contrôlent le monde, le pouvoir financier, les médias, etc. Avec la prise de pouvoir, à l'intérieur du FN, de Marine Le Pen succédant à son père, le pragmatisme électoraliste l'emporte, réajustant le discours nationaliste et xénophobe : désormais, c'est l'immigration arabo-musulmane qui constitue la cible privilégiée plutôt que la communauté juive. Cependant **à la droite du Front**, de nouveaux groupes sont en ébullition, rassemblant une coalition hétéroclite. Des skinheads de Serge Ayoub, fondateur des JNR (Jeunesses nationalistes révolutionnaires), aux catholiques intégristes opposés au « mariage pour tous », tous se retrouvent dans une allergie partagée à l'égard de ce que le président de la République et la gauche au pouvoir semblent incarner : l'effondrement des valeurs, la perte de l'identité nationale, le changement ethnique, la délinquance, le mépris du peuple par les élites, la technocratie européenne. Le collectif Jour de colère fédère ces mécontentements, d'où n'est pas absente l'expression publique de la haine raciste et antisémite. La participation d'Alain Soral et des supporters de Dieudonné à la manifestation du 26 janvier 2014 en témoigne. Soral revendique son statut de « national-socialiste ». Il comptabilise sur le site internet de son organisation « Identité et Réconciliation » des centaines de milliers de consultations.

Les rouges-bruns-verts : Dieudonné, Alain Soral, Marc-Édouard Nabe, Jean-Edern Hallier

Ce sont les trois couleurs du drapeau de l'antisémitisme contemporain. C'est leur alliance qui en fait la nouveauté. L'islamo-gaoucho-fascisme a trouvé son seul dénominateur commun dans l'**antisionisme radical**. Cet amalgame idéologique, apparemment contre-nature, devrait donner à réfléchir. Le terroriste Carlos et son complice l'ex-banquier nazi suisse, François Genoud, étaient déjà les vedettes exemplaires de cette surprenante alliance. Le tandem Soral l'intello/Dieudonné le guignol radical, ainsi que leur détracteur, l'écrivain maudit Marc-Édouard Nabe, remettent sur le devant de la scène le piment qui permet de devenir célèbre à la télévision : afficher de manière impertinente sa haine antijuive. Le masque de la littérature fera le reste. Comment, en France, pays des arts et lettres, oserait-on toucher à un écrivain ? Jean-Edern Hallier en a fait l'expérience lucrative. L'union Soral/Dieudonné au sein de la **liste antisioniste** candidate aux élections européennes de 2009 avait même fait de l'antisionisme un projet politique à part entière, donnant à cette vision paranoïaque du monde sa pleine expression sur la grande scène politique.

Faut-il s'étonner du succès d'un Dieudonné et de ce dont il témoigne ? L'impertinence transgressive, le travestissement en « spectacle », produit par un artiste sur scène, de ce qui relève du meeting politique, constitue l'astuce de ce succès. Dieudonné ne se présente pas comme un leader intellectuel ou politique, mais comme un humoriste. Faire rire avec de la haine autour des ressorts intellectuels nés des processus historiques déjà décrits donne à Dieudonné une force inédite. Ce succès serait peu de chose si, de l'intérieur même des structures qui font profession de lire la société, certains discours n'étaient venus comme réconfort.

Le geste de la quenelle signifie peut-être, pour certains, un geste « antisystème », mais il s'affiche clairement comme un geste antijuif explicite. Des photos affichées sur le web montrent des gens reproduisant le geste de la quenelle à Auschwitz, au Mémorial de la Shoah à Paris, ou, plus délicatement encore, rue du Four ou devant divers lieux juifs. Dieudonné, qui en a été le promoteur, en est clairement responsable. C'est encore lui qui a fait participer à son spectacle Robert Faurisson, le « pape » du négationnisme français, ou qu'un reportage de *Complément d'enquête* (France 2, 19 décembre 2013), montrait s'en prendre au journaliste, lors d'un spectacle à Paris, au théâtre de la Main d'Or. « Tu vois, lui, si le vent tourne, je ne suis pas sûr qu'il ait le temps de faire sa valise. » « Quand je l'entends parler, Patrick Cohen, je me dis, tu vois, les chambres à gaz... Dommage »... Quelques-uns des propos par lesquels Dieudonné déclenchait les rires de ses fans.

Aujourd'hui, son succès a pris de telles proportions que nous devons en analyser les sources et les mécanismes. Porte-parole autoproclamé d'une revendication noire luttant contre une oppression blanche, Dieudonné fédère, des banlieues jusqu'aux Antilles, l'ensemble des confusions identitaires, des ressentiments sociaux communs à ceux qui ne se reconnaissent pas ou plus dans un modèle dominé par des Blancs, des « faces de craie » ou des « gaulois ». La montée en puissance de cet ensemble de discours dénonçant les pouvoirs, coloniaux ou juifs, tenus et promus par l'ex-humoriste Dieudonné témoigne du succès public de ces thèmes. Il a su capitaliser à son profit la schizophrénie des « jeunes des banlieues » autant que la mécanique paranoïaque qui explique de leur désespérance : c'est la faute des autres, de Sarko ou des Juifs.

Le complotisme aidant, cette vision paranoïaque de l'histoire a vu son apogée avec l'attaque des tours de Manhattan, le 11 septembre 2001. Les Juifs et Israël seraient les principaux bénéficiaires de cette mise en

scène. Bien plus, ils en seraient les auteurs réels. Le triomphe du thème du complot juif généralisé, né avec les *Protocoles des Sages de Sion*, repris par le nazisme, trouve une seconde vie dans le complotisme anti-israélien radical, arabe ou islamique. En France, Thierry Meyssan, président du Réseau Voltaire, a alimenté une théorie du complot à propos des attentats du 11 Septembre. Dans son livre *L'Effroyable Imposture*, il attribue la responsabilité de ces attentats à « une faction du complexe militaro-industriel ». À sa sortie, l'ouvrage est salué par quelques organes de presse en dehors de la France – par exemple *Népszabadság* (Hongrie) et *La Tercera* (Chili) du 13 mars 2002 –, avant d'être fortement critiqué par la presse française (*Libération* du 16 mars, *Le Monde* du 21 mars). Il a connu un succès d'édition, ce qui en fait un best-seller sur le sujet (traduit en vingt-huit langues). C'est inspiré par cette mécanique paranoïaque que se construit le succès du supposé comique Dieudonné.

Le premier des rouges bruns : Jean-Edern Hallier, l'écrivain maudit du mitterrandisme

Les années Mitterrand avaient leur humoriste : Coluche. Son personnage de bof aviné n'avait jamais fait de la fibre antijuive le ressort de ses sketches. Le « mec normal » vivait peut-être une époque plus apaisée. Si la provocation et le mauvais goût étaient aussi de mise, c'est par l'autodérision que Coluche faisait rire. Il renvoyait aux Français une image d'eux-mêmes qui les provoquait mais ne les humiliait pas. Il se moquait avec générosité. Un autre personnage de la scène médiatico-culturelle, en revanche, dérapait déjà dans une haine non feinte. Jean-Edern Hallier est bien le père fondateur des rouges-bruns. Un éditorial publié dans *L'Idiot international* en janvier 1991 (pendant la guerre du Golfe) se dispense de tout commentaire. Titré « Le sentier de la guerre », il affirme que :

L'histoire de France est tombée entre les mains des soldeurs et des fripiers du sionisme [...]. Ils ne reconnaissent plus la France comme patrie, mais Israël et l'Amérique. [...] La *Propagandstaffel* sioniste est au pouvoir. [...] Israël qui réussit l'exploit de passer pour la victime de ce qu'elle a fomenté dans les coulisses. [...] Par leur faute, ils nous perdent la France, succursale de l'américanosionisme.

Ce texte fut jugé et condamné en juillet 1991 par la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris. Le journal de Hallier est le premier terrain de rencontre des rouges-bruns. Toute la radicalité transgressive à la mode s'y retrouve. On y croise, entre autres, la plume de Frédéric Taddéi, d'Alain Soral et de Marc-Édouard Nabe. Chaque époque produit les remugles qu'elle peut. Il faut croire que la nôtre manque singulièrement de talent.

Marc-Édouard Nabe, faux écrivain maudit mais véritable antisémite

Il n'est pas facile d'accéder à la gloire littéraire. Jean-Edern Hallier s'y est attelé par le passé avec un certain succès. Une recette éprouvée pour y parvenir : la provocation antijuive, et pourtant, n'est pas Céline qui veut. Il semble que ce soit un fil conducteur dans la littérature française. Elle est la marque de fabrique des textes de Nabe. Doté d'une bonne plume et jouissant des polémiques qu'il crée pour construire sa célébrité, il en subit aussi les effets retour. À l'occasion de la sortie de son livre *Au régal des vermines* en 1985, accusé publiquement d'antisémitisme, Georges-Marc Benamou vient le souffleter après son passage à *Apostrophes*. Alors que Nabe est invité dans l'émission de Laurent Ruquier *On a tout essayé*, le mercredi 18 octobre 2006, à l'occasion de la parution de son essai *Morceaux choisis*, le chroniqueur Gérard Miller lit des extraits d'un autre de ses livres, *Au régal des vermines* (paru en 1985 et réédité en 2006).

Sous le brouhaha des huées et des applaudissements, Nabe quitte alors le plateau, offusqué de voir son statut d'écrivain ainsi déconsidéré. C'est au cours de l'émission *Ce soir ou jamais* (France 2), que Nabe se fait l'avocat d'Oussama ben Laden, au nom de la légitime défense contre les ennemis des musulmans. Le 2 mars 2012, il donne à Lille une conférence sur les révolutions arabes avec Tariq Ramadan. Le même mois, le site Oumma.com publie une interview vidéo de Nabe dans laquelle il s'en prend aux « complotistes ». Le 10 janvier 2014, Marc-Édouard Nabe, préalablement traité de « cerveau malade » par Patrick Cohen, est de nouveau invité par Frédéric Taddeï, qui lui accorde le privilège d'un entretien à part des autres invités pour donner son avis sur l'interdiction du spectacle de Dieudonné demandée par Manuel Valls. Ce choix de Taddeï fera dire à Émilie Frèche (auteur de *24 jours*, qui relate l'assassinat d'Ilan Halimi) que cette émission était un piège : comment pouvait-on interviewer un écrivain antisémite pour commenter Dieudonné ?! Nabe déclare être opposé à l'humoriste qu'il dénonce comme conspirationniste. Il n'en déplore pas moins l'interdiction du spectacle de Dieudonné qu'il considère comme une atteinte à la liberté d'expression.

Les Juifs et Israël vus de droite

Le rapport du général de Gaulle à Israël est ambivalent. À son hostilité indubitable à l'antisémitisme pétainiste et une admiration certaine pour l'épopée du peuple juif se mêle une vision incomprise du destin d'Israël. De Gaulle veut construire entre l'Europe et le tiers-monde une alliance qui échappe à la bipolarisation États-Unis–URSS. Il privilégie « la politique arabe de la France » et inscrit la place et le rôle d'Israël au sein de ce dispositif géopolitique. La conférence de presse de novembre 1967 mettant en cause le « peuple d'élite, sur de lui-même et dominateur » révèle un discours qui fait dire à Raymond Aron que le « temps du soupçon » est venu. Pourtant le propos du Général est aussi un hommage, certes, paradoxal au peuple juif. De Gaulle est l'homme d'une époque et d'une culture. On ne saurait faire le reproche d'un antisémitisme caché à l'homme du 18 Juin. Son propos est celui du souverain désappointé. S'il formule, dans une langue superbe, son admiration pour l'histoire tourmentée du peuple juif, De Gaulle le sermonne pour avoir désobéi à ses injonctions ! Tel n'est pas le sentiment de Raymond Aron, qui reproche au Général l'emploi de l'expression « peuple juif ». Bien plus, il déplore que « le Général ait ouvert une nouvelle période de l'histoire juive et peut être de l'antisémitisme » (*De Gaulle, Israël et les Juifs*, Paris, Plon, 1968). Ce qui se profile plutôt, c'est le réajustement de la politique étrangère de la France au profit de sa « politique arabe », qui sera poursuivie jusqu'aux petits réajustements de François Mitterrand puis de Nicolas Sarkozy.

Quand Lionel Jospin ose qualifier le Hezbollah de « terroriste » devant les étudiants de l'université de Bir Zeit, en février 2000, sous les huées puis les jets de pierre, selon les rites bien connus de l'hospitalité locale, il se fait réprimander par le président Chirac. La politique-arabe-de-la-France digère l'incartade tandis que le visionnaire Galouzeau de Villepin prédit pour Israël une durée de vie identique à celle du royaume franc de Palestine. C'est ce même Chirac qui prend l'initiative de vendre une centrale nucléaire à Saddam Hussein et qui est le seul chef d'État occidental à saluer la dépouille de Hafez El-Assad, père de Bachar El-Assad. Le Quai d'Orsay a ses raisons que la dignité ne connaît pas au nom de la « politique arabe de la France ». Malgré l'assassinat de l'ambassadeur de France, Louis Delamarre (4 septembre 1981) par les services syriens, malgré l'assassinat des parachutistes français à Beyrouth (4 octobre 1983), il faut l'assassinat de son ami Raffic Harriri (2005) pour que Jacques Chirac comprenne qui sont les ennemis de

la France et corrige fortement sa politique. Pourtant, le tropisme de la juste cause palestinienne est préservé et le cercueil d'Arafat reçoit les honneurs de la République. Le « docteur Chirac », *Marseillaise* à l'appui, vient exprimer ses sympathies. On ne peut changer brutalement une politique qui gagne... Il faut reconnaître que, depuis Louis Massignon, l'État juif n'est pas en odeur de sainteté au Quai d'Orsay. Avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy, la présidence affiche une sympathie réelle pour Israël non démentie depuis l'élection de François Hollande. Au-delà des liens diplomatiques, c'est la reconnaissance de la légitimité de l'État juif qui est réaffirmée, en particulier face à la menace existentielle de la bombe atomique iranienne.

Communistes

D'abord brièvement aligné sur les positions de l'Union soviétique, favorable à la naissance de l'État d'Israël, le discours communiste n'a pas résisté à la guerre froide. Il reprend à son compte le rejet soviétique du sionisme. À ce rejet s'ajoutent les composantes antisémites héritées de la culture russe élaborées du temps de Nicolas II (1868-1918). *Les Protocoles des Sages de Sion* sont recyclés dans la propagande communiste en particulier soviétique. En France, le PCF s'aligne sur les positions pro-arabes les plus hostiles au sionisme, présenté comme un colonialisme allié de l'impérialisme américain et de la « finance mondiale ». Tous les clichés de l'antisémitisme le plus classique apparaissent dans un article de Benoît Frachon (secrétaire général de la CGT), dans *L'Humanité* du 17 juin 1967, évoquant la présence de « certains personnages de la haute finance » à une cérémonie :

Le spectacle faisait penser que comme dans *Faust*, c'était Satan qui conduisait le bal [...]. Des informations nous indiquaient qu'avaient assisté à ces saturnales deux représentants d'une tribu cosmopolite de banquiers bien connus dans tous les pays du monde : Alain et Edmond de Rothschild.

La prétention morale du communisme l'exonère de tout regard critique sur cette rhétorique digne des *Protocoles*. À la différence du nazisme, le communisme prétend proposer un projet humanitaire faisant la promotion universelle du Bien. Pendant plusieurs dizaines d'années, le leurre communiste a perverti ses propres intentions et c'est sans doute pour cette raison que cette idéologie a réussi à séduire tant d'esprits crédules et fascinés. C'est encore aujourd'hui cette mythologie qui l'inspire et qui prétend donner à la mémoire du communisme une valeur positive.

En France, l'adhésion de nombreux Juifs au communisme après la Shoah a bien souvent constitué l'autre manière d'affirmer une identité juive meurtrie. Lentement, les Procès de Moscou, celui des Blouses blanches, l'hostilité farouche des staliniens à Israël, ouvrirent les yeux de ceux qui avaient cru en un avenir radieux pour les Juifs au pays des soviets. Il faut attendre Gorbatchev et la *perestroïka* pour que la chape de plomb se lève, et surtout pour que les Juifs soviétiques puissent quitter l'URSS pour Israël. Depuis la disparition de l'Union soviétique, Vladimir Poutine oscille entre une ligne de conduite fidèle à ses anciennes alliances avec certains pays arabes quasi satellites (la Syrie) et une méfiance grandissante à l'égard des menaces islamistes (tchéchènes) sur son propre territoire. À certains égards, on a pu noter des convergences tactiques avec Israël de la part de la Russie.

En 2013, la municipalité communiste de Bagnolet a fait de Georges Ibrahim Abdallah son citoyen d'honneur. Celui-ci a été accusé de complicité d'assassinat de deux diplomates, un Israélien et un

Américain, en pleine guerre du Liban, et condamné le 28 février 1987 à la réclusion à perpétuité. Pourtant M. Abdallah jouit du soutien sans faille de la gauche de gauche, qui voit en lui une figure honorable de la lutte des peuples pour leur émancipation. Lequel est le pire ? Dieudonné ou Abdallah ? Le bouffon ou le tueur ? Abdallah serait-il plus respectable parce qu'il aurait tué un Israélien et un Américain ? Les blagues antijuives de Dieudonné puisent aussi à cette source.

Le Parti communiste français porte une grande responsabilité dans ce domaine. En utilisant la cause palestinienne pour asseoir sa popularité auprès des jeunes issus de l'immigration arabo maghrébine, le PC a favorisé une fracture identitaire autant que l'identification de ces populations dans une intifada par procuration. Pour tous les gauchismes, faire de l'islamisme la dernière incarnation d'un tiers-monde en lutte combattant l'impérialisme consiste à faire preuve d'un aveuglement, le même qui avait conduit les libertaires à se faire dévorer par les staliniens ou les communistes iraniens par les ayatollahs.

Gauchistes

Pour n'avoir pas su ou voulu lire la part frelatée du nationalisme arabe, les gauches occidentales ont longtemps considéré que les Baas, syriens et irakiens, et le FLN algérien étaient porteurs d'un anti-impérialisme progressiste, certes aménagé à la sauce orientale, qui rendait son exotisme acceptable. Il fut un temps où Saddam Hussein, Hafez El-Assad, Nasser, Kadhafi et Ben Bella avaient les honneurs de tous les tiersmondistes. et n'oublions pas Jean Ziegler, l'inventeur du « prix Kadhafi des Droits de l'homme » ! Pourtant, les sources nazies de ces matrices politiques étaient connues, et c'est l'immense mérite de l'écrivain algérien Boualem Sansal de le rappeler aux Algériens et aux progressistes patentés. Dénonçant l'islamisme comme une idéologie structurellement proche du nazisme, Sansal est considéré dans son pays comme un harki et par la gauche de la gauche comme un ami des sionistes.

C'est pourtant bien Alain Badiou qui considère que le Hamas et le Hezbollah constituent des fers de lance de la lutte contre l'impérialisto-capitalisme ! Tant de lucidité politique éblouit !

Tous les groupes gauchistes ont fait de l'antisémitisme une pièce maîtresse de leur colonne vertébrale idéologique. À quelques nuances près, le gauchisme recycle, en pire, le discours communiste. Trotskistes et maoïstes partagent la même aversion pour Israël, dénoncé comme « fer de lance de l'impérialisme », « agresseur des masses arabes prolétaires ». La cause palestinienne est présentée comme l'avant-garde de la lutte des déshérités contre l'ogre impérialiste dont Israël serait la figure de proue. Tous les clichés du discours anticolonialiste sont recyclés dans la dénonciation du sionisme. C'est au milieu des années 1970 que le « palestino-progressisme » atteint son apogée. La fine fleur de l'intelligentsia abonde dans ce registre tant la question de la Palestine ou d'Israël clive les passions idéologiques. Le conflit israélo-arabe passe par Paris à coup de pétitions croisées. Pendant près de dix ans, la Propalestine est devenue une sorte d'État fantasmé, très éloigné de la Palestine réelle et du sort de ses habitants. Gilles Deleuze, Étienne Balibar et Alain Badiou en sont les nouveaux thuriféraires.

Dans l'histoire des délires idéologiques français, elle supplante la Prochine, cet Eden de la pensée post-68. Luc Rosenzweig a superbement décrit cette tendance de la rive gauche à dénier au réel sa réalité : « Tant que la Propalestine existera, la Palestine aura du mal à exister. » Cette vision fantasmée de la réalité

s'accommode de nombreux lapsus révélateurs de clichés antisémites très classiques. La presse gauchiste (*La Cause du peuple*, *Rouge*, *Libération* à ses débuts ou *L'Idiot international* du pamphlétaire Jean-Edern Hallier) en est émaillée. Par ailleurs, l'ultragauche libertaire reprend dans la revue *La Vieille Taupe* les thèses négationnistes de Robert Faurisson.

Chez les Verts, toutes tendances bio confondues, Arafat, grand écolo devant l'Éternel avait déjà en son temps le soutien de José Bové attribuant à un complot du Mossad la responsabilité des violences antijuives commises en France. Cécile Dufлот n'est pas en reste quand elle dénonce l'acte de piraterie commis par Israël contre les valeureux pacifistes turcs. En participant à cette flottille, c'est dans des eaux politiquement bien troubles qu'Olivier Besancenot (leader du Nouveau Parti Anticapitaliste) était allé naviguer. Tout ce monde, censé imaginer un futur meilleur pour l'humanité, une société plus juste et une terre plus belle, psalmodie en cœur depuis près de quarante ans que la Terre tournerait mieux sans Israël et que son nom est de trop dans l'atlas du monde. On reste surpris, culturellement surpris, par la récurrence de ces discours, par leur caractère obsessionnel. C'est pourtant de cette gauche radicale que sont issus un certain nombre de philosophes qui ont réinvesti dans le judaïsme leur quête d'absolu. Le philosophe Benny Levy en est le plus illustre représentant.

Arabes

L'antisionisme arabe se manifeste à son origine auprès des populations arabes, particulièrement en Palestine mandataire et au sein de certaines communautés juives ultra-orthodoxes qui rejettent le sionisme socialiste et laïc du Yishouv. L'opposition au projet sioniste et au Plan de partage de la Palestine culmine avec la première guerre israélo-arabe de 1948. Depuis cette date et au fil des affrontements armés d'Israël avec ses voisins, la démonisation de l'État juif a constamment été l'aliment fondamental des dirigeants arabes désireux de s'affranchir de l'humiliation née de sa naissance. Faisant feu de tout bois, les régimes et les mouvements arabes n'ont pas fait la fine bouche pour adopter les pires thèses, idéologies, discours, figures pour faire d'Israël et du sionisme l'ennemi suprême. Ainsi, le grand muphti de Jérusalem, Hadj Amin El-Husseini n'a-t-il pas hésité à s'allier à Hitler pour combattre le Yishouv et les premières installations juives dans la Palestine du mandat britannique. Des brigades SS bosniaques ont combattu les forces antinazies aux côtés l'armée allemande.

Les origines du nationalisme palestinien ne plaident pas pour son progressisme. La preuve des liens du nazisme avec Hadj Amin El-Husseini a été faite. Après la guerre de 1948, la cause palestinienne n'a pas été le souci des divers chefs d'États arabes. La conscience de se constituer en peuple a été ultérieure, elle est passée par le refus des autres Arabes d'accueillir leurs frères. Le maintien et l'entretien délibéré de ces populations dans ce statut de réfugiés depuis 1948 constituent le seul cas non encore réglé par les Nations unies. La lutte de ces proscrits contre celui qui leur était présenté comme la seule cause de leur malheur est à l'origine de cette conscience commune, source de la revendication nationale.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale et après la défaite des armées arabes coalisées contre les troupes juives du tout nouvel État d'Israël (1948), côté arabe, l'humiliation est à son comble. Colonisé, vassalisé, morcelé, les Arabes sont à la recherche d'un ressourcement possible pour s'affranchir du pouvoir de l'Occident. La guerre froide ouvre une fenêtre : dans un premier moment, le modèle soviétique va

l'emporter sur la dynamique religieuse des Frères musulmans. Le **colonel Nasser** sera le champion du nationalisme panarabe. La nationalisation du canal de Suez (1956) puis la guerre israélo-égyptienne et l'intervention franco-britannique, font de Nasser le champion du monde arabe. Le régime conjugue l'exaltation nationaliste d'un renouveau arabe en faisant d'Israël son ennemi absolu. L'alliance avec les Soviétiques, modèle d'émancipation, est résolument hostile aux religieux islamistes. Dans le reste de la sphère arabe, les partis modernistes (partis **Baas** syriens et irakiens, **FLN** algérien) tentent de conjuguer un nationalisme arabe fréquemment inspiré par les théories nazies et un modèle socialiste inspiré par l'Union soviétique. Dans tous les cas, la rhétorique antisioniste constitue la colonne vertébrale sinon le ciment de l'idéologie dominante des discours anti-impérialiste et anticolonialiste. Sous un jargon progressiste et émancipateur apparaît un antisémitisme sans vergogne hérité des figures antisémites européennes.

Islamistes

L'échec du modèle nassérien ou des modèles laïcs inspirés par lui changent l'inspiration idéologique dominante des sociétés arabo-musulmanes. La révolution islamique en Iran (1979) qui met à bas le shah, principal allié des États-Unis dans la région, propose un ressourcement identitaire : c'est autour du drapeau de l'islam que s'unissent désormais les sociétés musulmanes. Ce dénominateur commun transnational reprend à son compte la cause palestinienne comme figure symbolique, emblématique de la lutte contre le « Grand Satan américain et son valet sioniste », mais c'est désormais au nom de la **guerre sainte, le jihad**, que ce combat doit se mener. Au cœur de ce nouveau dispositif, la concurrence entre **sunnites** et **chiïtes** ne fait que renforcer dans une surenchère constante la violence de l'antisionisme. Pour l'Iran **chiïte** et la République islamique, l'antisionisme et la haine d'Israël sont des éléments matriciels dans le dispositif idéologique que l'imam Khomeiny met en place. La guerre sainte contre Israël ne constitue pas une lutte destinée à faire justice aux Palestiniens, mais un devoir sacré qui vise à anéantir l'État juif. Les **gardiens de la Révolution**, les *pasdaran*, constituent la force de frappe militaire et idéologique du régime des ayatollahs. Au Liban, le Hezbollah s'est implanté comme force politique au sein de la minorité **chiïte**. En mars 1992, à Buenos Aires un attentat contre l'ambassade israélienne tue 29 personnes, et en juillet 1994, une autre agression contre le centre communautaire juif (AMIA) fait 86 victimes. En juillet 2012, à l'aéroport de Bourgas en Bulgarie, un kamikaze fait exploser sa bombe contre des autobus transportant 154 vacanciers israéliens, peu après leur descente de leur avion arrivé d'Israël. En février 2013, les autorités bulgares confirment la responsabilité du Hezbollah. Cet attentat, qui a eu lieu sur le territoire européen, a été le facteur déterminant qui a conduit l'Union européenne à classer la branche militaire du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes. L'ancien président iranien, Mahmoud Ahmadinedjad, n'a par ailleurs jamais caché la sympathie qu'il portait aux antisémites européens. Recevant Roger Garaudy, Robert Faurisson ou Dieudonné, il a participé au financement de la liste antisioniste aux élections européennes de 2009 tel que Alain Soral l'a lui-même confirmé. L'organisation de conférences négationnistes à Téhéran a rassemblé la fine fleur des représentants mondiaux de la haine antijuive.

La chaîne de télévision du Hezbollah, **Al Manar**, a produit des films de fiction joué par des acteurs dont le scénario était directement inspiré par celui des *Protocoles*, mettant en scène soit la composition de pains azymes avec du sang d'enfant non-juif, soit la énième version d'un complot sordide digne du *Juif Süss*. Dans la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, la télévision n'a pas été en reste et a diffusé un feuilleton à succès égyptien, *Le Cavalier sans monture*, dont le scénario était décalqué des *Protocoles*.

Dans la sphère **sunnite**, ce sont les **Frères musulmans**, confrérie fondée 1927 par Hassan Al-Bana, et ses divers épigones au Proche-Orient (Syrie, Irak) ou au Maghreb (Libye, Algérie, Tunisie) qui a tenté de s'implanter, avec des succès divers. La guerre civile algérienne (1988-1998) qui a opposé le pouvoir au FIS (Front islamique du Salut), puis aux GIA (Groupes islamiques armés) a fait plus de cent mille morts. En **Égypte**, après la chute du président Moubarak, le premier président islamiste élu démocratiquement vient d'être chassé du pouvoir pour l'incurie de sa gestion. En **Tunisie**, premier pays à avoir renversé un pouvoir dictatorial, les islamistes du parti Enahda ont tenté en vain d'imposer au pays un projet inspiré par la *charia*. Dans tous les cas, ces modèles puisaient leur inspiration à une source unique : celle de la Confrérie, dont l'idéologie développe un discours sans ambiguïté. L'antisémitisme y est explicite. Il sert de matrice à l'opposition féroce à Israël, dont le statut ne s'énonce qu'en terme « d'**entité sioniste** ». Le fait que l'État juif ne soit pas nommé dit le sort qui lui est destiné : la disparition et l'extermination. On ne saurait nommer celui qui n'a pas le droit d'être.

C'est ce qu'exprimait déjà dans des termes on ne peut plus clairs **Ahmed Ben Bella**, premier président de l'**Algérie** indépendante. Dans une interview donnée à la revue *Politique internationale* (été 1982) dont le titre de une, Tous contre Israël, ne laisse place à aucune nuance, Ben Bella énonce le cœur de sa pensée. Interrogé par André Soussan sur l'usage d'une arme nucléaire pour combattre Israël, il déclare :

- Certains dirigeants arabes peuvent bien se rendre à Jérusalem. Cela ne changera rien, il y aura toujours un musulman pour liquider les traîtres [...]. Nous n'accepterons jamais ce corps étranger dans notre région. Israël est un véritable cancer greffé sur le monde arabe [...]. La population arabe y croît sans cesse [...]. Le mur des technologies va bientôt s'écrouler [...]. À plus ou moins long terme, ils auront leur bombe atomique, c'est inévitable. Nous pèserons alors si lourd que les Israéliens ne pourront résister. Ils n'ont aucune chance [...] et s'il n'y a pas d'autre solution, alors que cette guerre nucléaire ait lieu et qu'on en finisse une fois pour toutes [...]. Ce que nous voulons, nous autres Arabes, c'est être et nous ne pouvons être que si l'autre n'est pas.
- Et si l'autre aussi souhaite être ?
- Il n'a rien à faire dans la région, il n'y est pas chez lui.

Quand on sait qu'Ahmed Ben Bella fut, au sein de l'OCI (Organisation de la Conférence islamique), un acteur discret mais très actif du déchaînement antijuif de la conférence de l'ONU à Durban en 2001, on comprend mieux la suite de son propos de l'été 1982 :

La presse occidentale est dominée dans sa quasi totalité par les Juifs et les sionistes. Les Français sont sionistes par préterition, même les gens de gauche. Et j'irai plus loin : il existe, au sein du gouvernement français, un lobby sioniste puissant ; je suis personnellement très inquiet à ce sujet. [...] La Palestine ne concerne pas seulement les Palestiniens, mais tous les Arabes. Même si les Palestiniens sous la contrainte finissent par adopter une quelconque solution, les Arabes n'accepteront jamais pour autant l'État d'Israël [...]. Jamais le peuple arabe, le génie arabe ne toléreront l'État sioniste [...] parce qu'accepter l'être sioniste reviendrait à accepter aussi le non-être arabe.

Antisémitisme et antisionisme se conjuguent intimement dans les différents textes fondateurs de ces mouvements, qu'ils soient sunnites ou chiïtes. L'inspirateur de la **Confrérie**, le théologien égyptien **Sayyid**

Qutb (1906-1966) avait fait de l'antisémitisme et du complot juif contre les musulmans l'âme de sa pensée autant que de son projet politique. Son livre à succès *Notre combat contre les Juifs* présente ceux-ci comme les ennemis fondamentaux et perpétuels des musulmans depuis la naissance de l'islam. Ce mythe de la **conspiration juive mondiale**, directement inspirée par les *Protocoles des Sages de Sion*, a fait sa mue lors de l'affrontement avec Israël : c'est désormais la **conspiration sioniste mondiale** qui menace le monde, et le monde arabe en particulier. La charte du mouvement islamiste **Hamas**, filiale palestinienne des Frères musulmans, qui a pris le pouvoir dans la bande de Gaza, reprend à son compte, dans les articles qui la composent, le discours de Sayyid Qutb. L'article 7 de la charte, directement inspiré par le texte coranique dans la *hadith* (écrit rapportant la parole de Mahomet) nommé « des arbres et des pierres » énonce la lutte entre musulmans et Juifs jusqu'à la fin des temps. L'article précise :

l'Heure ne viendra pas tant que les musulmans n'aient tué les Juifs, avant que ceux-ci ne se fussent cachés derrière les pierres et les arbres et que les pierres et les arbres eussent dit :
« Musulman, serviteur de Dieu, un Juif se cache derrière moi, viens et tue-le ! »

En France, les **mouvements identitaires religieux** musulmans ont émergé publiquement à l'occasion de diverses affaires, mettant en valeur l'importance de la pratique religieuse dans l'espace public (affaire du port du voile, prières de rues, viande hallal). Tandis que le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, affiche une neutralité bienveillante, l'**P'UOIF** (Union des organisations islamiques de France, fondée en 1983), liée aux Frères musulmans, a fait de l'antisionisme la matrice de son discours politique. Soutenue par **Tariq Ramadan**, un philosophe musulman suisse, elle organise tous les ans un rassemblement de plusieurs milliers de personnes au Bourget. En 2009, l'UOIF dénonçait « le génocide sans précédent » commis par Israël à Gaza. Pour toutes ces raisons, le CFCM (Conseil français du culte musulman), par ailleurs tiraillé entre les influences divergentes des pays du Maghreb, a quelques difficultés à trouver une parole consensuelle.

L'islamisme ou le totalitarisme du XXI^e siècle ?

L'islamisme est-il la peste politique du siècle qui commence ? Comparaison n'est certes pas raison, mais un certain nombre d'éléments communs imposent une lucidité qui ne saurait craindre d'être taxée d'islamophobe. En septembre 2013, dans l'attaque du centre commercial de Nairobi par les terroristes Shebab somaliens, ce sont les non-musulmans ou ceux qui ne connaissaient pas la généalogie de Mahomet qui ont été assassinés. Seuls les otages musulmans ont eu la vie sauve. Au Pakistan, le même jour, quatre-vingts chrétiens pakistanais ont perdu la vie dans un attentat islamiste pour avoir prié dans leur église. Au Nigéria, c'est au nom de l'islam que les villages chrétiens sont attaqués par le groupe Boko Haram, affilié à Al-Qaïda. Au Sud-Soudan et en haute Égypte, les non-musulmans ou les chrétiens coptes font aussi l'objet de menaces meurtrières. Les chrétiens maronites du Liban et les melchites irakiens voient leur présence millénaire rabotée par la progression ravageuse de la vague islamiste. En Syrie, les opposants islamistes témoignent d'une barbarie symétrique de celle de Bachar El-Assad.

La Propalestine et les associations post-tiersmondistes

La Propalestine est bien plus qu'une nébuleuse associative. Ce rassemblement idéologique hors sol rassemble sur son territoire imaginaire ceux qui, français de droit, ont fait de la Palestine leur patrie identitaire : supposés citoyens de nulle part, ils identifient leur statut à celui des Palestiniens, humains sans

terre et sans patrie. Cette vision délirante du réel fait du ressentiment la matrice de sa culture politique. Les associations arabes présentes en France, issues de l'immigration maghrébine, ont pour dénominateur commun la défense de la cause palestinienne. Avec des intensités différentes, elles expriment une hostilité de principe à l'égard d'Israël et de son mouvement fondateur. La dénonciation du sionisme apparaît comme le repoussoir magique qui permet de faire l'économie de tout regard critique sur les raisons arabes du ressentiment arabe.

L'association France-Palestine regroupe des personnalités dont le spectre va du gaullisme au communisme. Mais c'est surtout dans les rangs gauchistes que se comptent les militants les plus actifs. La **CAPJPO** (Comité d'action pour une paix juste au Proche-Orient), présidé par Olivia Zemmor, milite activement pour le boycott des produits israéliens et organise des actions spectaculaires dans des centres commerciaux aux côtés du mouvement BDS (Boycott Désinvestissement Sanction) présidé par le Palestinien Omar Barghouti. Enfin, Stéphane Hessel, résistant et diplomate, n'a cessé de dénoncer Israël comme « État d'apartheid » (autre thème mobilisateur de ces organisations).

Des mouvements issus des diverses initiatives élaborées à partir des années 1980 (comme la Marche contre le racisme et pour l'égalité 1982) se sont reconstruits : les **Indigènes de la République**, animé par Houria Bouteldja, dénoncent ainsi une France majoritairement raciste et ségrégationniste, dont les supporters d'Israël constitueraient l'avant-garde réactionnaire.

Sociologie du nouvel antisémitisme : territoires perdus de la République

L'accélération des flux migratoires dans la seconde moitié du XX^e siècle a accompagné le processus de décolonisation. Paradoxalement, c'est vers l'ancienne puissance coloniale que la pression démographique a poussé l'émigration. Tandis que la reconstruction identitaire se menait à l'intérieur du pays d'origine (code de la Famille en Algérie, réislamisation et arabisation), les jeunes issus de l'immigration maghrébine étaient confrontés à un double et douloureux paradoxe : celui d'une liberté plus grande dans le pays de l'ancien colonisateur (mais soumise à la pression xénophobe), alors que la liberté était moindre dans le pays d'origine, libéré de la colonisation. C'est cette identité schizophrénique qui explique les comportements de rupture (match de football France-Algérie en 2002, au cours duquel la *Marseillaise* est sifflée) ou bien une affirmation identitaire outrancière déculturée.

Autant de signes de l'échec des bonnes intentions républicaines contredites par les difficultés de l'intégration. Ainsi se profile la dangereuse juxtaposition des ghettos, à l'opposé du modèle d'intégration républicaine. La République a développé sur ces sujets des discours ou des politiques contradictoires. Soumis à la pression de l'extrême droite, qui avait fait de la xénophobie l'essentiel de son programme, les gouvernements n'ont pas voulu paraître céder à la pression de ces « bonnes questions ». Le déni idéologique du réel ou, pire encore, la valorisation des particularismes identitaires au nom du culte de la différence (dans les années 1980) n'ont fait que favoriser le travail de sape mené par les *indigènes de la République* ou les islamistes. Par ailleurs, la culpabilité née de la guerre d'Algérie n'a fait que renforcer une complaisance compassionnelle confondant islamisme et « juste cause anti-impérialiste ». La superposition de l'antisionisme radical à la montée de l'islamisme a achevé de brouiller les cartes. La gauche, en particulier, récolte des fruits qu'elle a elle-même cultivés.

L'islamisme radical fonctionne désormais comme force d'attraction identitaire pour ceux que l'on nomme par euphémisme « les jeunes des banlieues ». Le nombre de ceux partis faire le *jihad* en Syrie (200 selon le ministère de l'Intérieur) en est la manifestation la plus extrême. Cette identité nouvelle donne la mesure des difficultés spécifiques concernant l'intégration des jeunes issus de l'immigration maghrébine. Les banlieues des grandes villes sont devenues la représentation urbaine de la « fracture sociale ». Au handicap social s'ajoute ce conflit identitaire : le rejet xénophobe engendre, en retour, un rejet de la société d'accueil, perçue comme perpétuant le système colonial. L'intégration est alors vécue comme une aliénation, voire une humiliation. En 1983, la Marche pour l'égalité et contre le racisme, initiée aux Minguettes, une cité à problèmes de la banlieue lyonnaise, parcourt la France en brandissant la formule : « Vivons égaux avec nos différences ». Ses initiateurs sont reçus par le président Mitterrand. Toumi Djaidja, le plus médiatique, fait une irruption spectaculaire sur la scène publique et la petite main « Touche pas à mon pote » devient un objet culte autant qu'une demande de reconnaissance. Trente ans plus tard, cette main n'a pas été saisie et l'échec pour tous est cuisant. Près de vingt ans plus tard, Toumi Djaidja, leader de la marche, a quitté la scène pour le repli religieux. Khaled Kelkal, lui, illustre une autre trajectoire. Cet adolescent de Vaulx-en-Velin, bon élève, devient islamiste en prison, à la suite d'un petit casse. En 1995, la police démantèle les groupes de soutien au GIA qui ont commis des attentats en France. Kelkal fait partie du réseau. Traqué, il est abattu par les gendarmes en septembre 1995. Quant à Safir Bghiouia, il attaque au lance-roquettes une voiture de police à Béziers et tue le chef de cabinet du maire en septembre 2001. La police retrouve un arsenal ramené du Kosovo. Ces exemples parmi d'autres mettent en lumière une dérive violente et exaltée désormais menaçante.

Des « potes » aux « frères » salafistes

Le prosélytisme de cet islam rigoriste, influencé par les imams les plus radicaux d'Arabie saoudite, ne cesse de progresser parmi des jeunes. Les enquêteurs mettent en avant des risques de connexion avec des groupes terroristes. Au début des années 1990, quelques prédicateurs avaient lancé le mouvement, mais c'est à partir de 1995 que le salafisme devient véritablement apparent. Aujourd'hui, il est présent dans toute l'agglomération parisienne, mais aussi à Roubaix, Lyon, Lille, Roubaix, Marseille et dans plusieurs autres villes de province. La mouvance salafiste regroupe un large éventail de tendances. Les plus extrêmes se réclament du *Takfir* (Anathème), un mouvement d'origine égyptienne qui recrute surtout parmi les jeunes désœuvrés des banlieues « qui tiennent les murs ». Le rêve ultime des salafistes d'aller étudier en Arabie saoudite s'est transformé : désormais, c'est le *jihad* en Syrie qui mobilise. L'identification aux jeunes *chebabs* palestiniens de l'Intifada est fréquente auprès des « jeunes des banlieues ». Cette désignation par euphémisme révèle un facteur additionnel du mal-être. Même si les vécus sont différents, ce sont des raisons imaginaires autant que symboliques qui fondent cette identification.

La quête d'une dignité, d'une identité propre, du refus d'être brimé au quotidien fait des Palestiniens le reflet symbolique des jeunes issus de l'immigration. La seconde ou troisième génération de jeunes « beurs », massivement de nationalité française, exprime aussi son mal-être social par cette identification. Cependant, elle n'explique pas à elle seule leur difficulté à vivre sereinement leur identité française. L'exclusion autant que l'auto-exclusion inspirent ces rétractions identitaires récupérées par l'islamisme radical. En 1996, à Roubaix, une véritable bataille, avec armes de guerre, met aux prises les policiers du RAID à un groupe armé.

L'affrontement est présenté comme relevant du banditisme, mais l'enquête établit les liens qui unissent le groupe avec les combattants islamistes enrôlés pour la Bosnie. Depuis la fin des années 1990, la violence des cités apparaît pour partie liée à l'islam activiste. Depuis les émeutes des banlieues de 2005 généralisées dans toute la France, ou bien celles de Trappes en 2013, c'est bien le caractère ethno-religieux des violences qui s'affirme. Dans certaines zones de non-droit de la République, c'est une autre loi qui fait régner l'ordre. Un système mafieux où se mêlent alibi religieux et loi du milieu a remplacé le lien social que les associations et les syndicats avaient réussi à construire dans les années 1960-1980. Ce sont les populations d'origine européenne qui sont alors prises en otage ou obligées de quitter le quartier. L'échec de la République est consommé. Du reste, la faillite de l'intégration ne concerne pas seulement la France, mais bien l'Europe toute entière. Sous nos latitudes, les pouvoirs politiques en Europe peinent à ouvrir les yeux, comme si les crimes d'un Mohamed Merah n'étaient pas à inscrire dans le registre des divers produits que l'islamisme a engendré. Combien y a-t-il de Mohamed Merah en gestation pour « venger la mort des enfants palestiniens » ? Est-ce aider à l'émancipation des « jeunes des banlieues » que de les conforter dans ce statut d'irresponsables parce que victimes imaginaires d'un sionisme maléfique ? Combien y a-t-il de schizophrènes identitaires en train de s'inventer un avenir de martyr en banlieue ?

La responsabilité médiatique : du justicier à la posture ricanante

Les médias peuvent-ils s'exonérer de toute responsabilité dans la montée de l'antisémitisme quand eux-mêmes ont contribué à désigner un coupable dans le conflit israélo-arabe ? Il ne fallait pas être grand clerc pour deviner que le matraquage caricatural qui désignait Israël comme le coupable de tous les malheurs palestiniens allait, par identification, provoquer des réactions de solidarité avec la jeunesse arabomusulmane de France. Les divers épisodes de ce conflit ont provoqué les mêmes réactions pavloviennes. Peu importe que Bachar El-Assad ait massacré au gaz sarin sa propre population, tout comme Saddam Hussein, et que les islamistes en Algérie aient tué des dizaines de milliers de personnes, les massacres arabo-arabes sont des affaires de famille qui n'indignent pas le 9-3. En revanche, dès qu'Israël a arraisonné la flottille turque, toute la gauche de gauche est descendue dans la rue en affichant des banderoles mettant le signe = entre le svastika et l'étoile juive.

Depuis les années 1970, le conformisme médiatique fait de la scène du Proche-Orient un décor de western où de méchants cow-boys juifs assassinent des Indiens palestiniens. La fabrication idéologique du coupable a suivi les modes intellectuelles du temps. Même si la complexité de cette histoire est enfin perçue et tend progressivement à nuancer les jugements, il aura fallu plus de trente années pour que l'on commence enfin à regarder la réalité pour ce qu'elle est et non pas à projeter sur elle tous les mécanismes du *wishfull thinking*.

La passion anti-israélienne est telle qu'elle fait perdre toute précaution à la lucidité politique. Ainsi, Edwy Plenel, reprenant une fausse citation de Nelson Mandela qui identifie Israël à l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid, a dû récemment reconnaître qu'il avait fait usage, à son insu, d'un faux. Pour lui, cette citation ne pouvait être qu'authentique : Israël = apartheid. Cela allait de soi. Malgré ses excuses, le créateur de Mediapart a persisté dans son erreur : elle ne lui donnait pas tort sur le fond, car le coupable, c'est d'abord Israël. Qu'importe l'erreur factuelle quand l'idéologie vous donne raison ? Reconnaisant s'être trompé sur le site de Mediapart et citant Nietzsche à l'appui (« Les convictions sont des ennemis de

la vérité plus dangereux que les mensonges »), Plenel aggrave son cas, tant sa faute journalistique est exemplaire de ce que Nietzsche déplorait. C'est le même Plenel qui écrivait dans *Rouge* (n° 171), sous le pseudonyme de Joseph Krasny (Joseph le Rouge), à propos de l'attentat commis contre les athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich en 1972 :

Aucun révolutionnaire ne peut se désolidariser de Septembre noir, comme s'il s'agissait de l'ivraie à dissocier du bon grain révolutionnaire. Bien au contraire, nous devons défendre inconditionnellement face à la répression les militants de cette organisation.

Malgré son passage au *Monde* puis à *Mediapart*, Plenel reconduit des constantes de sa pensée. L'idéologie rend l'intelligence aveugle. Dieudonné aurait-il pu avoir le moindre succès, accéder à un tel statut si, par ailleurs, la mécanique médiatique n'avait pas favorisé, en termes plus choisis, ce qui nourrit idéologiquement le fonds de commerce de l'humoriste ? Depuis des années, Daniel Mermet, dans son inénarrable émission « Là-bas si j'y suis », dénonce sur France Inter, les malheurs du monde soumis aux cruautés des divers malfaisants que produit l'humanité. Ce justicier a toutefois ses ennemis préférés : les méfaits d'Israël constituent l'absolu de son opprobre. À l'abri du gauchiste israélien de service, Mermet diffuse son obsession sélective. Il n'est pas seul.

Régulièrement invitée sur le plateau télévisé de l'émission de Frédéric Taddeï, la porte-parole des Indigènes de la République, Houria Bouteldja, n'hésite pas à venir insulter les « souchiens » et autres sionistes racistes sans que personne trouve à redire à ce bon mot d'esprit. Taddeï nous a habitués à ce type de mise en scène. Quand on ne se poile pas à la télé, on pense, on cause avec l'air inspiré, cravate pas serrée, col à moitié ouvert, pour faire intello libéré. On met un Juif face à un antijuif, un gaucho face à un facho, un islamiste et un laïc, c'est ça le débat, Coco ! Et puis une obsession qui garantit l'audimat, un pro-israélien contre un pro-palestinien, ou bien un Finkielkraut contre un Tariq Ramadan. Pour commenter Dieudo (le Black rigolo), on appelle Nabe, Marc-Édouard, un autre poète maudit, écrivain bâillonné et antijuif oublié ! Il se trouve que plus que d'autres, certains invités ont leurs ronds de serviette à la table de *Ce soir ou jamais*. C'est bien ce que lui reprochait le journaliste de France Inter, Patrick Cohen, juste avant que Dieudonné regrette, à son égard, la disparition des chambres à gaz... Caroline Fourest a parfaitement décrit, dans *Les Inrockuptibles*, le style Taddeï :

C'est du cynisme dandy. C'est toute cette nébuleuse des rouges-bruns que l'on a trouvés chez Jean-Edern Hallier qui l'a beaucoup influencé. Au nom d'une posture très parisienne, très chic, je me demande si Frédéric Taddeï ne pense pas que le totalitarisme, c'est de l'art contemporain, en fait. Tellement, pour lui, toutes les idées se valent, surtout les plus cyniques – c'est quand même ses préférées [...]. Les gens que l'on met sur le plateau comme de simples experts sont en fait des paranoïaques conspirationnistes qui ont eu des écrits haineux et racistes, mais ce n'est jamais dit. Et donc le principe de l'émission de Frédéric Taddeï, c'est ce vieil adage qui dit : « Cinq minutes pour les Juifs, cinq minutes pour Hitler. » Je crois que dans le cas de Frédéric Taddeï, c'est même six minutes pour Hitler.

Une grande partie de la machine médiatique a fonctionné dans ce registre supposé de l'impertinence transgressive à partir d'une grille de lecture qui ne souffrait aucune ambiguïté : des larmes pour la Shoah, des crachats pour Israël. Le souci de l'audimat explique-t-il la surenchère actuelle dans la vulgarité ?

> **ANTISÉMITISME / ANTISIONISME :**
MOTS, MASQUES, SENS, STRATÉGIE, ACTEURS, HISTOIRE

La télécratie a-t-elle remplacé la démocratie ? S'affranchir des tabous, dont le signe juif serait le symbole abouti, semble être désormais l'un des ferments de la création humoriste. C'est sur cet affaissement que prospère l'antisémitisme actuel, car il s'est affranchi des codes sociaux minimums supposés réguler la société. Le malaise social s'auto-alimente de cette violence banalisée. Quand l'érucciation, l'insulte, remplacent la parole, quand la novlangue 9-3 remplace la langue commune, c'est un autre monde qui se profile. Il n'est pas engageant.

Chez Ruquier, durant la semaine précédant la manif Jour de colère, un jeune homme présenté comme humoriste fait ses bons mots sur Hollande : « Il est allé tirer un coup en scooter... Bon et alors, déjà Mohamed Merah était aller tirer un coup en scooter... » Hahaha ! Applaudissements dans le public... On rigole de tant de mots d'esprit... Depuis que divers Guignols télévisuels ont promu le ricanement comme forme d'humour, le mauvais goût, la vulgarité, la dérision de tout pour tous, la médisance généralisée, la vulgarité exhibitionniste font désormais partie des formes communément acceptées de l'expression culturelle. Pour le plus grand plaisir des commentateurs, le goût du scandale constitue le plat de résistance des dîners en ville. Il faut bien dire qu'ils ne manquent pas, les mensonges prononcés « les yeux dans les yeux », les vices privés dissimulés sous des vertus publiques. Dès lors, l'art du ragot a remplacé la conversation et l'invective le débat. Le ragot s'approprie un statut qu'il ne possédait pas du temps des idéologies triomphantes. Quand il n'y a plus d'idées et encore moins de pétrole, seule la médisance sert de subterfuge à l'impuissance à changer le cours des choses.

Dimanche 26 janvier 2014, lors de ce Jour de colère, des centaines de personnes ont crié « Juif ! La France n'est pas à toi ! » ou « Faurisson a raison, la Shoah, c'est bidon ! », ont chanté la chanson de Dieudonné *Shoah ananas* ou ont parodié l'air du *Chant des partisans* pour le transformer en hymne pornographique. Les fascismes rouges, bruns ou verts se sont toujours nourris de cette vulgarité où se mêlent obscénité, haine raciste, grivoiserie lourde, scatologie et quenelle dans le cul. Les deux choses font système. Le Jour de colère s'est nourri des dieudonnaieries et réciproquement. On rigole un soir, et puis on manifeste dimanche autour de slogans effrayants. Il y a bien longtemps que la France n'avait pas été le théâtre de scènes pareilles. Il faut le voir pour le croire. C'est arrivé près de chez nous, à Paris, un jour de l'hiver 2014 !

Ce désastre a une histoire. Faut-il rappeler les dérapages, mensonges, omissions des années 2000 ou le regard idéologique porté sur des faits qui travestissaient la réalité ? Entre 2000 et 2005, au sortir de la seconde Intifada, dont l'onde de choc avait engendré en France et en Europe la plus grande vague de passages à l'acte antisémites depuis la fin de la guerre, c'est bien simultanément que se conjuguèrent (en particulier à la télévision) les commémorations du 60^e anniversaire de la libération des camps et l'accablement d'Israël dénoncé comme nazi. Les dérapages médiatiques se sont accumulés dès le début de la seconde Intifada : une éditorialiste d'Europe 1 considérait sans vergogne que l'image de la mort (supposée) en direct du petit Mohamad Al-Durah dans les bras de son père effaçait, annulait la célèbre image du petit garçon juif mis en joue par un SS dans le ghetto de Varsovie. Faut-il rappeler le refus acharné de la part de France 2, chaîne de service public, de reconnaître que les images présentant la mort du petit Palestinien Mohamed Al-Durah en septembre 2000 méritaient d'autres explications que celle de la langue de bois. Les propos de Charles Enderlin, correspondant de France 2 à Jérusalem, affirmant que ces images disaient la vérité parce que le « contexte » l'autorisait sont un déni grave des règles élémentaires

du travail journalistique. Elles ne montraient pas ce que disait le commentaire. Des avis non susceptibles d'un parti pris partisan ont mis en cause la qualité de cette diffusion. Avec un invraisemblable gréganisme corporatiste, *la priori* de vertu professionnelle d'Enderlin ne pouvait être mis en cause. La presse avait massivement abondé dans ce sens.

Cette raison d'État, juge et partie, qui prétend à la vérité et refuse de se mettre en cause caractérise un déplorable fonctionnement français. Bien pire, cette attitude témoin, de la part du service public, d'un déni du questionnement démocratique légitime émis par de citoyens. Cette bonne conscience éditoriale a bien évidemment été le fait de la presse écrite. Ces images portent une très grande responsabilité dans la criminalisation d'Israël, devenu tueur d'enfants. Le journaliste américain Daniel Pearl fut décapité en février 2002 par les tueurs islamistes d'Al-Qaïda devant l'image de l'enfant palestinien, après qu'il eut dit « Je suis juif, mes parents sont juifs » définissant ainsi une culpabilité par nature. Le film d'Eyal Sivan et Michel Khleifi, *Route 181*, présentant la malfeasance structurelle d'Israël dans une mise en scène décalquée de *Shoah*, alternait sur ARTE avec la projection du film de Claude Lanzmann. La commémoration de la Shoah autorisait la criminalisation d'Israël.

Les *a priori*, le déjà-pensé, le préjugé ont caractérisé l'ensemble de la production journalistique de gauche, forcément de gauche, désignant le coupable israélien et innocentant la victime palestinienne. Jamais le journal *Le Monde* n'a mis en cause ni les commentaires idéologiques de ses correspondants ni les rapports falsifiés des faits. Quand quatre membres de la famille Fogiel ont été poignardés et égorgés dans l'implantation (la « colonie », bien évidemment ! Ceci justifie cela !) d'Itamar en Cisjordanie, en mars 2011, la première hypothèse formulée par le correspondant du *Monde*, Laurent Zechini, sur la raison du crime fut d'en attribuer la responsabilité à des ouvriers asiatiques en litige financier avec la famille. Jamais Zechini n'a formulé d'excuse ou de regret sur cette fausse information. Déjà, en 2000, le journal titrait sur le meurtre de « deux enfants colons » âgés de douze ans toujours dans une implantation en Cisjordanie. Jamais la direction de la rédaction du *Monde* n'est venue commenter ou regretter cette formulation. Comment peut-on qualifier de « colons » des enfants de douze ans, sinon pour donner légitimer le geste du tueur. Au gré des changements de direction, des changements de correspondants ou de responsables des différents *desks*, les choses paraissent avoir évolué et les plumes du « journal de référence » paraissent être attentifs aux mots de Charles Péguy : « Il faut toujours dire ce que l'on voit. Surtout, il faut toujours, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit. » (*Pensées*, Paris, Gallimard, 1934, p. 45) À la télévision, la culture de l'audimat ne semble pas cultiver cette exigence.

Les grands esprits : Stéphane Hessel, une sainteté contestable

Sans prétendre établir une psychopathologie du propalestinisme, on ne peut qu'en mesurer les effets d'éternelle jouvence chez celui qui incarnait, jusqu'à son décès en 2013, cette conscience si soucieuse des Droits de l'homme : Stéphane Hessel. Considérant, il y a peu, que les petites fusées du Hamas n'étaient que d'innocentes boulettes de papier jetées par ces taquins de Palestiniens. Avec la componction qui le caractérise, le coauteur autodésigné de la Déclaration universelle des droits de l'homme jubilait – des images le montrent – de pouvoir crier « Israël assassin ! » dans une manifestation dénonçant l'ennemi de l'humanité. Grâce à son statut d'icône morale – il a eu le privilège de funérailles nationales en 2013 –, Stéphane Hessel s'est imposé dans l'opinion comme un grand homme d'honneur, issu de la Résistance,

associé à l'idée de justice et à celle des Droits de l'homme. L'immense succès de son livre *Indignez-vous* laisse pantois. Il reste un indicateur de la vacuité intellectuelle et politique à faible coût. Pour 3 euros, on pouvait ajouter, à Noël 2010, un supplément d'âme au foie gras. Au milieu des poncifs au grand cœur, une indignation très sélective contredisait la générosité apparente : obsédé par la question palestinienne, Hessel désignait Israël comme l'objet de sa répulsion la plus vive. La dénonciation farouche de l'État hébreu faisait de ce pays la source apparente des malheurs de l'humanité. Il a apporté sa caution aux formes d'expression les plus haineuses à l'égard d'Israël, devenant ainsi une figure incontournable de la galaxie de l'antisionisme et recevant un statut particulier qu'il faut examiner de près, car les libertés prises à l'égard de la vérité des faits corrigent singulièrement sa stature d'icône vertueuse et généreuse.

Stéphane Hessel a-t-il participé à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme ? Dans ses mémoires, publiées en 1997 et intitulées *Danse avec le siècle*, il écrit à plusieurs reprises qu'il a eu « pour privilège de participer à la rédaction [...] de la Charte des droits de l'homme », ou du moins qu'il y a été « associé ». L'emploi des termes « participer » et « être associé » signifie contribuer d'une façon significative à cette élaboration. Ainsi Stéphane Hessel était-il régulièrement présenté dans les médias comme le « corédacteur » de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette affirmation est un pieux mensonge. L'intéressé a lui-même reconnu qu'il « assistait aux séances et écoutait ce qu'on disait, mais qu'il n'a pas rédigé la Déclaration ». Ainsi, il n'a jamais été corédacteur de ce document, mais témoin de sa rédaction. Pourtant, à aucun moment, les médias n'ont pris soin de corriger cette première affirmation, même après sa mise au point, et Hessel s'est bien gardé de rectifier l'erreur dans la presse. En 2010, lors de la publication d'*Indignez-vous*, il est encore écrit qu'il a « participé à la rédaction de cette Déclaration ».

Quand il attribue aux Juifs la responsabilité de l'antisémitisme, Stéphane Hessel professe une thèse d'une perversité simplette. Ainsi a-t-il déclaré : « [L'antisémitisme s'explique par le fait que] dans la tradition juive, les Juifs ne sont pas comme les autres. Par exemple, les Juifs n'aiment pas que leurs enfants épousent des non-juifs. C'est une réalité dans le monde juif, depuis toujours. » Selon lui, cette volonté de ne pas s'assimiler explique l'antisémitisme. Les Juifs seraient responsables de l'antisémitisme, les victimes, responsables de leur mauvais sort, et les femmes violées responsables de leur viol.

En janvier 2011, dans le journal allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Hessel déclare :

L'occupation allemande était, si on la compare par exemple avec l'occupation actuelle de la Palestine par les Israéliens, une occupation relativement inoffensive, abstraction faite d'éléments d'exception comme les incarcérations, les internements et les exécutions, ainsi que le vol d'œuvres d'art. Tout cela était terrible. Mais il s'agissait d'une politique d'occupation qui voulait agir positivement et de ce fait nous rendait à nous, résistants, le travail si difficile.

Il n'est pas le seul à faire référence à l'inoffensive occupation allemande. Rappelons qu'en 2009, Jean-Marie Le Pen a été condamné par la cour d'appel de Paris pour complicité de contestation de crimes contre l'humanité après avoir fait la déclaration suivante : « En France du moins, l'occupation allemande n'a pas été particulièrement inhumaine, même s'il y eut des bavures, inévitables dans un pays de 550 000 kilomètres carrés. » Comparer l'occupation allemande avec le statut actuel des territoires disputés en Cisjordanie relève de la calomnie la plus grossière. C'est sous l'occupation allemande que furent menées

les rafles des Juifs français et leur déportation. Prétendre par ailleurs que l'occupation allemande fut « relativement inoffensive » est un outrage pour les résistants français assassinés par les nazis. Les opposants israéliens à la politique de leur gouvernement s'expriment par le biais d'une presse libre et par le vote au sein d'un système démocratique parlementaire. Certains Arabes israéliens sont membres de la Knesset. Quand y a-t-il eu un projet génocidaire contre le peuple palestinien ? Le million d'Arabes qui vivent en Israël sont la preuve évidente du contraire. Comment le résistant Stéphane Hessel a-t-il pu mentir à ce point à propos des nazis, à propos d'Israël, sinon pour mieux l'accabler.

Sur le conflit israélo-palestinien, le grand sage cultive la distorsion de la vérité et propose une présentation à sens unique du conflit israélo-arabe. Dans *Indignez-vous*, les oublis, les raccourcis faciles et les contre-vérités abondent à ce sujet. Deux exemples le montrent : Hessel considère le rapport Goldstone comme une « source même d'indignation ». Dans ce rapport de septembre 2009, le juge Goldstone écrit en effet que des « actes assimilables à des crimes de guerre et peut-être, dans certaines circonstances, à des crimes contre l'humanité » ont été commis par l'armée israélienne. L'indignation de Hessel aurait sa raison d'être si elle avait pris en compte le fait que le rapport portait les mêmes accusations à l'encontre du Hamas. Or le juge Richard Goldstone est revenu lui-même sur son rapport pour le corriger et l'amender. Le 2 avril 2011, il écrivait dans le *Washington Post* :

même si les informations [fournies] par les autorités israéliennes depuis la date de publication de notre rapport ne réparent pas les pertes humaines, je regrette que notre mission d'enquête n'ait pas disposé de telles informations qui expliquaient les conditions dans lesquelles des civils avaient été ciblés à Gaza. Certainement, cela aurait modifié notre conclusion à l'encontre des crimes de guerre.

L'icône de vertu témoigne d'une étonnante élasticité morale quand il commente le terrorisme palestinien :

Je pense bien évidemment que le terrorisme est inacceptable, mais il faut reconnaître que lorsque l'on est occupé avec des moyens militaires infiniment supérieurs aux vôtres, la réaction populaire ne peut pas être que non-violente. [...] On peut expliquer ce geste par l'exaspération des Gazaouis. [...] Alors, on peut se dire que le terrorisme est une forme d'exaspération. Lorsque l'horreur est définie comme une forme d'exaspération, on dépasse les limites du respect qu'on est en droit de recevoir de ses semblables.

Selon toute apparence, Stéphane Hessel ne s'est pas assez indigné du terrorisme organisé par le Hamas pour saluer Ismaël Haniyeh, le Premier ministre du Hamas à Gaza. Pourtant la charte de son organisation souligne l'obligation de tuer tous les Juifs. Quelle indignation sélective !

CONCLUSION

Nous voilà donc de nouveau plongés au cœur de la guerre lexicale. L'enjeu est considérable : les mots comme les images sont des armes de conditionnement massif, complémentaires de la guerre qui tue. L'antisionisme est bien l'alibi sans honte de l'antisémitisme. La vieille haine des Juifs à su renouveler son discours en le positivant. La guerre idéologique, la guerre des mots, en est bien l'autre face. La France étant le pays des belles lettres, c'est à elle que revient le prix du plus élégant charabia. À l'extrême gauche, les jeux sont faits depuis longtemps tant le logiciel du palestinisme pavlovien s'est inscrit dans les neurones : l'agresseur, c'est Israël et la juste cause celle de la Palestine, y compris celle promue par le Hamas dont on gommara pour la circonstance les aspects les plus gênants pour les progressistes héritiers de Marx et Trotski (il faut dire que ces deux-là étaient juifs, alors la perversité d'un complot sioniste ici même n'est pas à exclure).

Depuis vingt siècles, les Juifs avaient la nostalgie de retrouver un État où pouvoir vivre libres dans l'espace de leur antique patrie détruite au premier siècle de l'ère chrétienne. Entre-temps, d'autres locataires s'étaient appropriés ce lieu sans qu'à aucun moment ils ne lui donnent un statut d'État. Soumis aux Turcs puis aux Anglais, les Arabes de la province de Palestine s'y étaient établis sans que jamais disparaisse de Jérusalem une présence juive. Bien au contraire, dans la cité de David, elle était majoritaire. Depuis une centaine d'années, le projet sioniste a pris corps en Europe pour rebâtir un État pour le peuple juif. Ce mouvement d'émancipation nationale s'est concrétisé d'autant plus fortement que le projet nazi avait visé à sa destruction en Europe, voire dans le monde. Ce peuple avait un besoin vital d'une terre. Certains en ont fait les frais : les Arabes de Palestine. Sept cent mille ont dû partir. Qui le conteste ? Mais qui tient compte de l'exode simultané de près de neuf cent mille Juifs issus de ce monde arabe où certains vivaient depuis dix-neuf siècles ? À la fin de la Seconde Guerre mondiale, des millions de personnes ont été déplacées pour établir des frontières entre URSS, Pologne et Allemagne. Il en a été de même au moment de la séparation de l'Inde et du Pakistan. Ainsi va l'histoire. Faut-il la conjuguer à l'envers pour faire justice ? Cette histoire éminemment complexe devrait inspirer un sens de la nuance à tous ceux qui lisent cette affaire à l'aune des catégories – fausses parce que périmées – d'une lutte anticoloniale contre un peuple opprimé. Israël n'est la colonie d'aucune mère patrie, sinon de lui-même. Un peuple de survivants s'y est miraculeusement établi. Depuis plus de soixante ans, dans des cycles de violence répétés, d'autres, ses voisins ou ses voisins lointains, ont estimé que leur accès au paradis dépendait de sa destruction. Incapables de construire un projet positif pour le bien-être de leurs peuples, ils ont fait d'un projet mortifère la marque de leur nouvelle identité.

Des voix d'intellectuels, d'universitaires voire de religieux musulmans appellent à une révision des attitudes systématiquement hostiles à Israël. Elles sont certes trop peu nombreuses et trop timides pour compter en tant que force politique et rompre le cercle vicieux des antagonismes installés dans l'aveuglement des réalités. Quelques intellectuels, au péril de leur vie, ont osé sauter le pas. L'Algérien **Boualem Sansal** est le premier écrivain originaire du Maghreb à avoir raconté sous forme romanesque la part nazie du nationalisme algérien. Son roman, *Le village de l'Allemand* (Gallimard, 2008) a constitué une fracture encore inimaginable il y a une dizaine d'années. Dans ces sociétés figées, coincées entre le goulag de l'islamisme et celui du nationalisme, la causalité diabolique nommée Israël agit toujours comme un

répulsif incantatoire. Cependant des fissures sont apparues, contredisant la langue de bois incantatoire de l'antisionisme : la source du malheur arabe ne serait peut-être pas à chercher en Israël, mais ailleurs. Ailleurs que dans le « complot sioniste », ailleurs que chez le Juif. Plutôt dans ce que les Arabes ont fait de leur propre histoire et dans ce que les musulmans ont fait dire à l'islam et conservé du Coran. Dans *Les Rebelles d'Allah* (L'Archipel, 2013), Martine Gozlan, journaliste à *Marianne*, donne la parole à certaines de ces voix, en particulier des voix de femmes qui ont osé briser la langue de bois imposée par l'islam dans les sociétés arabes. La voie initiée par Boualem Sansal laisse espérer un changement des comportements dans le monde arabe.

Nous voici arrivés au terme d'un terrifiant processus. Il concerne la France, il concerne les Juifs, il concerne Israël, il concerne l'avenir, il concerne l'intelligence. Le dirigeant iranien n'est pas le seul à vouloir rayer Israël de la carte. Il y a aussi beaucoup de bons esprits en Occident que le mot « juif » perturbe ou que l'objet intellectuel nommé « Israël » dérange. Ce refus de penser l'énigme juive, de penser les questions que sa singulière histoire pose au monde, est au centre des crises qui affectent le monde occidental. Le rapport au « signe juif », le rapport à Israël est bien *le* marqueur sinon la clef de voûte du monde à venir. Parce qu'il est la charnière réelle et symbolique entre Occident et Orient, il échappe aux catégories de lecture, aux grilles d'analyse. En ne percevant pas que c'est la catégorie « Israël » qui questionne le monde, celui-ci préfère l'évacuer, sinon la détruire. La diabolisation d'Israël correspond à la solution la plus facile. Le refus de penser la part symbolique portée par ce « nom Israël », ce *nom de trop*, témoigne de ce rétrécissement de l'esprit qui veut gommer ses propres responsabilités par le transfert sur ses victimes et leurs descendants de ses propres culpabilités. Tel est le sens de la nazification d'Israël que certains s'efforcent d'insuffler dans les esprits. Cette question devrait être à la mesure de ce qui fut commis en Europe au siècle dernier, quand les deux grands systèmes totalitaires du xx^e siècle, le nazisme puis le stalinisme firent tour à tour des Juifs leurs cibles privilégiées. Cette crapuleuse pensée magique semble hélas promise à un bel avenir. Tout indique qu'elle a trouvé ses relais. N'oublions pas les mots de Churchill devant le lâche aveuglement des démocraties face à Hitler. Il incarnait cette lucidité qui ne se paie pas de mots devant les tyrans et les tyrannies. Qui inspire l'esprit libre aujourd'hui ? Est-ce Albert Camus, Arthur Koestler, George Orwell ou bien Stéphane Hessel et Jacques Vergès ?

> Jacques Tarnéro

BIENVENUE AUX AMIS DU CRIF

Vous aurez l'opportunité de rencontrer des personnalités et experts de premier plan ;

Vous recevrez par mail des dossiers et analyses de haut niveau tout au long de l'année ;

Vous recevrez notre newsletter ;

Vous aurez la possibilité d'exprimer vos idées ;

Vous accéderez à un espace dédié vous permettant de connaître les membres de l'association.

L'adhésion, fixée annuellement à 40 €, donnera accès aux événements très réguliers organisés par les Amis du CRIF, ainsi qu'à une information privilégiée sur l'action et les activités du CRIF.

L'association les Amis du CRIF est ouverte à tous ceux qui partagent les préoccupations du CRIF et qui sont prêts à adhérer à son action.

A bientôt aux Amis du CRIF !

Pour adhérer :

Conseil Représentatif des Institutions Juives de France

Espace Rachi

39 rue Broca 75005 Paris

Tél. : +33 (0)1 42 17 11 11

Fax : +33 (0)1 42 17 11 50

http://www.crif.org/fr/mon_adhesion